



Le Brésil : un acteur pertinent en Afrique ?

Le projet de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) : de l'émergence au déclin

Anaïs GEUDENS

Le Brésil : un acteur pertinent en Afrique ?

Le projet de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) : de l'émergence au déclin

Anaïs GEUDENS

Une version électronique du présent document est disponible et peut être téléchargée gratuitement sur notre site internet : <http://www.irsd.be/>.

Les vues exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions de l'Institut royal supérieur de défense, de la Défense belge ou celles du gouvernement belge.

Vos questions, remarques ou commentaires relatifs au présent document peuvent être adressés au :

Directeur du Centre d'études de sécurité et défense
Institut royal supérieur de défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles

ou par courriel à : +IRSD-CESD-SCVD@mil.be

À propos de l'auteur



politiques de sécurité et de défense comme instruments de politique étrangère, avec un accent particulier sur le Brésil.

Anaïs Geudens est titulaire d'un master en Sciences politiques orientation relations internationales de l'Université libre de Bruxelles. En continuité avec ses études, elle a réalisé un stage de septembre à novembre 2018 au sein du Centre d'études de sécurité et défense de l'Institut royal supérieur de défense (Bruxelles, Belgique) sous la direction du commandant Luk Sanders, attaché de recherche « Amériques » au sein de l'Institut. C'est dans le cadre de ce stage que la présente recherche a été effectuée. Ses centres d'intérêt convergent principalement vers les thématiques suivantes : la coopération au développement Sud-Sud, la projection internationale des pays émergents et les

Résumé

Dans le présent article, nous démontrerons que le Brésil cherche à protéger ses côtes et ses ressources dans l'Atlantique Sud en promouvant un rapprochement entre les pays des deux rives de cet océan autour d'une idée d'appartenance commune à la « région sud-atlantique ». Cette stratégie repose sur la promotion active de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) en tant que principal forum de règlement des conflits dans l'espace atlantique sud et sur l'intensification des programmes de coopération technique comme instruments supplémentaires d'un rapprochement politique entre le Brésil et les pays africains, le tout soutenu par une dialectique mettant en évidence l'existence d'une identité sud-atlantique fondée sur une approche à la fois inclusive et exclusive. Néanmoins, l'approche brésilienne de l'Atlantique Sud souffre certaines limites, liées principalement au manque d'institutionnalisation de la ZOPACAS et aux difficultés internes que traverse le Brésil depuis 2014.

Abstract

In this article, we will argue that Brazil seeks to protect its coasts and resources in the South Atlantic by promoting a rapprochement between countries on both sides of this ocean around the idea of a common sense of belonging to the “South Atlantic region”. This strategy materialises in actively promoting the South Atlantic Peace and Cooperation Zone (ZOPACAS) as the main conflict settlement forum in the South Atlantic area and in intensifying technical cooperation programmes as additional instruments of a political rapprochement between Brazil and the African countries, all underpinned by a dialectics highlighting the existence of a South Atlantic identity based on both an inclusive and exclusive approach. Brazil's South Atlantic approach nevertheless comes up against stumbling blocks, mainly linked to the ZOPACAS' lack of institutionalization and the intern difficulties Brazil has been going through since 2014.

Liste des abréviations et acronymes

ABC	Agência Brasileira de Cooperação (Agence brésilienne de coopération)
AFRICOM	United States Africa Command
AIE	Agence internationale de l'énergie
ASPA	Sommet Amérique du Sud – Pays arabes
CDA	Communauté de développement d'Afrique australe
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
BNDES	Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (Banque nationale brésilienne de développement économique et social)
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
EMBRAER	Empresa Brasileira de Aeronáutica (Entreprise brésilienne d'aéronautique)
EMBRAPA	Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária (Entreprise brésilienne de recherche agricole)
EMGEPRON	Empresa Gerencial de Projetos Navais (Entreprise de gestion de projets navals)
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abiyé
IBAS	Inde, Brésil, Afrique du Sud
Ifo	Ifo-Geschäftsklimaindex
LBDN	Livro Branco da Defesa Nacional (Livre blanc de Défense nationale)
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OTAS	Organisation du traité de l'Atlantique Sud
PIB	Produit intérieur brut
PND	Política Nacional de Defesa (Politique nationale brésilienne de défense)
PROSUB	Programa de Desenvolvimento de Submarinos (Programme brésilien de développement de sous-marins)
SOUTHCOM	United States Southern Command
END	Estratégia Nacional de Defesa (Stratégie nationale brésilienne de défense)
UNASUL	Union des nations sud-américaines
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
ZOPACAS	Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud

Table des matières

I. Introduction	2
II. Le Brésil : un acteur pertinent en Afrique ?	5
A. Politique africaine sous Lula (2003-2010) : l’Afrique comme soutien à l’insertion internationale du Brésil	5
B. Politique africaine sous Dilma Rousseff (2011-2016) : la continuité dans le déclin	11
III. Le Brésil : un acteur pertinent dans la sécurité et la défense de l’Atlantique Sud ?	17
A. Importance géopolitique de l’Atlantique Sud au XXI ^e siècle	17
B. La stratégie brésilienne de sécurité et défense dans l’Atlantique Sud	23
1. Considérations théoriques : les communautés de sécurité et les constructeurs régionaux	23
2. Élargissement de la sphère stratégique sécuritaire du Brésil	25
3. Le Brésil en tant que « <i>region-builder</i> » dans l’Atlantique Sud	29
3.1 Renaissance de la Zone de paix et de sécurité dans l’Atlantique Sud	29
3.2 La coopération technique comme instrument de rapprochement politique	31
3.3 La construction discursive d’une identité sud-atlantique	36
C. Les limites de la stratégie brésilienne dans l’Atlantique Sud	39
IV. Conclusion	43
V. Recommandations	46
VI. Bibliographie	48

I. Introduction

Le 1^{er} janvier 2019, le conservateur Jair Bolsonaro devient officiellement président de la République fédérative du Brésil. Dans son discours d'investiture, il annonce clairement la nouvelle voie dans laquelle il compte mener son pays : « Aujourd'hui est un jour où le peuple commence à se libérer du socialisme et du politiquement correct »¹. Ce revirement du Brésil après treize années de gouvernement de gauche annonce des changements dans sa politique extérieure à partir de 2019. Tout comme sous son prédécesseur le président par intérim Michel Temer, le gouvernement mis en place par le président Bolsonaro devrait se rapprocher des gouvernements de droite², en promouvant les liens avec des pays comme les États-Unis au détriment des relations avec des groupements tels que le forum des BRICS (le président annonçant une révision de la participation du Brésil à ce forum).³

Si l'on cherche à comprendre la nouvelle politique étrangère brésilienne et les conséquences probables qu'elle aura sur les relations entre le Brésil et l'Afrique, il est impératif d'analyser les prémisses qui ont mené à un tel changement de cap. En particulier, il convient de comprendre la politique étrangère multilatérale mise en place sous Luis Inácio Lula da Silva (2003-2011) – dit « Lula » –, politique qui a ouvert la voie à un rapprochement entre le Brésil et les pays africains. Le passage, sous le gouvernement de Lula, d'un axe Nord-Sud à un axe Sud-Sud est en effet considéré par certains auteurs comme étant l'une des principales caractéristiques de la politique étrangère brésilienne des années 2000.⁴ L'Afrique fait alors partie des priorités de l'agenda politique international du Brésil, ce qui s'est traduit par la mise en place de plusieurs partenariats avec un certain nombre de pays africains dans divers domaines.⁵ Cette coopération intervient dans le cadre de la coopération Sud-Sud⁶, l'un des piliers de la politique extérieure brésilienne au XXI^e siècle.⁷

Alors que les actions économiques et sociales du Brésil en Afrique sont régulièrement mises en valeur, le programme de coopération Sud-Sud brésilien agit également dans le domaine de la sécurité et de la défense. En effet, la sécurité du pays est un thème qui a repris une place centrale au sein de la diplomatie brésilienne durant les années 2000, surtout depuis la découverte d'importants gisements de pétrole dans les couches de pré-sel⁸ le long des côtes brésiennes. Dès lors, conscient de l'importance de la protection de ses ressources, le Brésil a cherché à définir un espace de sécurité dans l'Atlantique Sud en partenariat avec les pays

¹ AFP (2018), « Le président Bolsonaro promet de “rétablir l'ordre” au Brésil ».

² Soares J. (2018), « Primeiras viagens internacionais de Bolsonaro serão a Chile, EUA e Israel », Extra Globo.

³ Niang A. (2018), « Bolsonaro's victory is likely to see Brazil scale down Africa interests », The Conversation.

⁴ Gerken H. (2017), « Política Externa Brasileira para a África nos governos Lula », 29^o *Simposio Nacional de História*, p. 1.

⁵ Guedes A. B. (2016), « Cooperação Brasil-África em Defesa: para além das boas intenções », 9^o ENABED, p. 5.

⁶ Ce type de coopération, désormais largement encouragé par l'ONU, s'est mis en place en réaction à la coopération traditionnelle Nord-Sud (dite « verticale »), qui était jusqu'il y a peu la norme pour les pays périphériques et semi-périphériques du système mondial.

⁷ Gerken H. (2017), *op.cit.*, p. 2.

⁸ Le pré-sel est une couche de pétrole située profondément sous les eaux océaniques, sous une épaisse couche de sel. L'huile y reste à une température supérieure à 80°C, ce qui stérilise et préserve sa qualité, et augmente sa valeur sur le marché.

ouest-africains en réactivant la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, inactive depuis la fin des années 1990.

Créée en 1986 sous l'impulsion du Brésil, la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) est le principal forum où se traitent divers thèmes relatifs à l'Atlantique Sud, notamment la sécurité et la défense. La ZOPACAS est née en réaction à la proposition de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Afrique du Sud de créer l'Organisation du traité de l'Atlantique Sud (OTAS) en 1969.⁹ Ainsi, en 1986, avec le soutien argentin, le Brésil soumet à l'Assemblée générale des Nations Unies la proposition de création d'une Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud. L'objectif initial de ce forum était de repousser la présence des puissances extrarégionales dans l'Atlantique Sud en cherchant à dénucléariser la zone, promouvoir sa non-militarisation, éviter toute confrontation militaire dans la région¹⁰ et assurer la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays membres.¹¹

En 1986, la Zone est approuvée par la résolution A/RES/41/11 et inclut trois pays latino-américains – l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay – ainsi que tous les pays de la côte atlantique africaine (à l'exception du Maroc et de la Mauritanie – voir *illustration 1*).¹² Huit États développés s'étaient abstenus de voter la résolution à l'Assemblée générale (Belgique, France, Italie, Japon, Luxembourg, Pays Bas, Portugal et Allemagne de l'Ouest) et les États-Unis avaient même voté contre.¹³

De nombreux projets de coopération en matière de sécurité et de défense transatlantique ont été mis en place durant les cinq premières réunions ministérielles de la ZOPACAS.¹⁴ Néanmoins, par la suite, une période d'hibernation institutionnelle de huit ans (1998-2006) a suivi, marquant un ralentissement dans les relations entre les pays africains et le Brésil. Ce n'est qu'en 2007 que la ZOPACAS a finalement été réactivée.¹⁵

Dans la présente étude, nous chercherons à comprendre quels sont les intérêts et ambitions du Brésil dans l'espace sud-atlantique et vis-à-vis des pays africains concernés. Nous démontrerons que le Brésil cherche à protéger ses côtes et ses ressources dans l'Atlantique Sud en promouvant un rapprochement entre les pays des deux rives de cet océan autour d'une idée d'appartenance commune à la « région sud-atlantique ». Cette stratégie repose sur la promotion active de la ZOPACAS en tant que principal forum de règlement des conflits dans l'espace atlantique sud et sur l'intensification des programmes de coopération technique comme instruments supplémentaires d'un rapprochement politique entre le Brésil et les pays africains, le tout soutenu par une dialectique mettant en évidence l'existence d'une identité sud-atlantique

⁹ Carvalho J., Nunes R. (2016), « A Zopacas no contexto da geopolítica do Atlântico Sul: história e desafios atuais », *Revista Perspectiva*, p. 85.

¹⁰ Mattheis F., Godsater A. (2017), *Interregionalism across the Atlantic Space*, Berlin, Springer International Publishing, p. 41.

¹¹ Horing J., Weber L., Closs M. (2014), « A presença de potencias extrarregionais como ameaça a manutenção da zona de paz e cooperação », *UFRGS Model United Nations*, v.2, p. 486.

¹² Mouzoni M. (2017), *Coopération contre la criminalité transnationale : Cas de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud – ZOPACAS* (Policy Brief PB-17/03), OCP Policy Center, p. 2.

¹³ Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2014a.), « O Atlântico Sul e a cooperação em defesa entre o Brasil e a África », dans Nasser R., De Moraes R., *O Brasil e a segurança no seu entorno estratégico. América do Sul e Atlântico Sul*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, p. 229.

¹⁴ Ces réunions ont eu lieu à Rio de Janeiro en 1988, à Abuja en 1990, à Brasília en 1994, à Somerset West en 1996 et à Buenos Aires en 1998.

¹⁵ Horing J., Weber L., Closs M. (2014), *loc.cit.*, p. 509.

fondée sur une approche à la fois inclusive et exclusive. Néanmoins, l'approche brésilienne de l'Atlantique Sud souffre certaines limites, liées principalement au manque d'institutionnalisation de la ZOPACAS et aux difficultés internes que traverse le Brésil depuis 2014.

La présente étude sera structurée essentiellement en deux parties. La première visera à analyser la politique étrangère brésilienne vis-à-vis du continent africain sous Lula et sous Dilma Rousseff, qui lui a succédé. Nous verrons qu'en deux décennies, la politique brésilienne a subi quelques changements notables, ayant une incidence directe sur l'action brésilienne en Afrique. Dans la seconde partie, nous tenterons de comprendre l'importance géostratégique de l'océan Atlantique Sud pour le Brésil, de cerner la stratégie de défense mise en place par ce pays en partenariat avec les pays africains et de recenser les obstacles auxquels cette puissance émergente¹⁶ doit actuellement faire face en tant qu'acteur clé dans la sécurité et la défense de l'Atlantique Sud. En termes méthodologiques, la présente étude se base principalement sur une approche qualitative (fondée à la fois sur des sources premières – telles que des documents et discours officiels – et secondaires – telles que des articles scientifiques et des thèses doctorales), soutenue par l'analyse de ressources quantitatives. L'article se focalise essentiellement sur les intérêts brésiliens dans l'Atlantique Sud, en analysant une période allant de 2003 (élection de Lula) à 2016 (destitution de Dilma Rousseff).

Illustration 1 : Pays membres de la ZOPACAS



Source : Stratfor (2017)

¹⁶ Le Brésil combine plusieurs caractéristiques qui font de lui une grande puissance : cinquième pays au monde en surface et en population, il fait partie des dix plus grandes économies de la planète. Il affiche également un rôle prédominant en Amérique du Sud, puisqu'il représente 40 % du territoire et à peu près la moitié du PIB et de la population de ce continent.

II. Le Brésil : un acteur pertinent en Afrique ?

A. Politique africaine sous Lula (2003-2010) : l'Afrique comme soutien à l'insertion internationale du Brésil

Avec la fin de la guerre froide et l'avènement d'un système international multipolaire, de nouvelles puissances ont émergé, bénéficiant de nouvelles marges de manœuvre et de nouvelles opportunités d'action. Dans ce cadre, certains pays d'Amérique du Sud – en particulier le Brésil et le Venezuela – ont cherché à accroître leur autonomie et à diversifier leurs partenariats vis-à-vis des pays du Nord (en particulier les États-Unis), suscitant ainsi un intérêt nouveau pour les partenaires du Sud.¹⁷

La première décennie du XXI^e siècle a également été marquée par le regain d'importance de l'Afrique, devenue un continent d'opportunités économiques se dirigeant vers une meilleure gouvernance¹⁸ (malgré le fait que, actuellement, la stabilisation politique dans certains pays africains reste un défi). En effet, cette décennie fut celle de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, de la stabilisation politique de l'Angola et du Mozambique et de l'intégration du continent par le biais de nouvelles initiatives telles que la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA/SADC) et l'Union africaine. De plus, de nombreux pays africains présentaient une forte croissance économique grâce, notamment, à la hausse de 10 % par an des prix internationaux des produits de base. Selon Raphael Lima, ce contexte favorable avait donc marqué la « renaissance » de l'Afrique, devenue un marché de consommation émergent.¹⁹

Grâce à un contexte international politique et économique favorable, une forte croissance économique interne et des programmes de redistribution réduisant l'extrême pauvreté²⁰ sous la présidence de Lula, le Brésil a mis en place une politique étrangère visant à redynamiser les relations avec ses partenaires du « Sud global »²¹, en créant de nouvelles opportunités de dialogue et de coopération.²² Ainsi, en juin 2003, sur initiative brésilienne, est fondé le Forum de dialogue Inde, Brésil et Afrique du Sud (IBAS) destiné à renforcer la coopération Sud-Sud en définissant des positions communes lors de négociations économiques et commerciales multilatérales.²³ À partir de 2009, également sous impulsion brésilienne, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine organisent le premier sommet BRIC, avec l'addition de l'Afrique du Sud en 2011.

¹⁷ Lima R. (2015), « A articulação entre política externa e política de defesa no Brasil: uma grande estratégia inconclusa », thèse doctorale en relations internationales, sous la direction de Samuel Alves Soares, Universidade Estadual Paulista Julio de Mesquita Filho, pp. 106-107.

¹⁸ Banque mondiale (n.d.), « Le Partenariat Afrique-Brésil. Une solidarité interatlantique en faveur de la croissance », p. 2.

¹⁹ Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 106-107.

²⁰ Conde P. (2017), « Les BIC : entre émergence et crise de croissance », Diploweb.

²¹ Selon Cruzmerino (2017), « ce concept fait référence aux pays du Sud qui partagent des situations de vulnérabilité et des défis mais ne forment pas un groupe homogène. Tout comme la notion de tiers monde a été utilisée pendant la guerre froide, c'est l'expression de « Sud global » qui est utilisée de nos jours pour différencier les pays du Sud des pays développés ».

²² Cruzmerino M. (2018), *Le phénomène interrégional dans le Global South : quel cadre conceptuel pour une réalité empirique plurielle ? Le cas du dialogue afro-sud-américain* (Working Paper n° 4), CEFIR, p. 7.

²³ Lafargue F. (2008), « Le Brésil, une puissance africaine ? », *Afrique contemporaine*, n° 228, p. 146.

Selon Oliveira, la politique africaine du Brésil a commencé à être élaborée à partir des années 1960, par le biais de la Politique étrangère indépendante lancée sous le gouvernement de Jânio Quadros. Néanmoins, la présidence de Lula est celle qui a marqué un véritable tournant dans les relations avec ce continent, en augmentant considérablement l'intensité des échanges politiques et économiques avec les pays africains, qui deviennent un nouveau pôle de projection d'influence du Brésil.²⁴

Se tourner vers l'Afrique servirait, en partie, les divers besoins et ambitions du pays. Sous la présidence de Lula, la quête de multipolarité s'est traduite par un plus grand activisme global passant par le soutien apporté à une réforme des institutions internationales.²⁵ En effet, face à un faible soutien de ses voisins dans sa stratégie de construction d'un leadership régional et global, le Brésil s'est vu contraint de chercher du soutien politique auprès des pays de l'autre côté de l'océan Atlantique²⁶, soutien indispensable au Brésil pour défendre ses revendications réformistes (telles que l'extension du nombre de membres permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies²⁷). En ce sens, sur initiative brésilienne, de nouveaux canaux de contact avec les pays africains ont été mis en place : s'ajoutent ainsi à la Communauté des pays de langue portugaise (1996), les sommets Amérique du Sud – Afrique (2004) et Amérique du Sud – Pays arabes (2005), notamment. De même, un grand rapprochement s'est opéré entre le Brésil et l'Union africaine, le pays ayant ouvert une ambassade en 2004 à Addis-Abeba afin de suivre les activités de l'Union.²⁸ Le Brésil s'est également engagé dans diverses initiatives de coopération Sud-Sud, telles que la création du programme Cotton-4 en 2008 afin d'aider le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali à améliorer leurs industries de production de coton. En plus de la direction de la composante militaire de la mission de maintien de la paix en Haïti (MINUSTAH) depuis 2004, le Brésil a aussi participé à plus de 50 missions de paix, dont celle au Libéria (MINUL en 2003), en Côte d'Ivoire (ONUCI en 2004) en République démocratique du Congo (MONUSCO en 2010), et au Soudan (FISNUA en 2011).²⁹ Le Brésil cherche ainsi à se projeter sur la scène internationale en prenant appui sur ces multiples forums de dialogue entre pays du Sud.

Outre l'intérêt qu'elle présente au niveau politique, l'Afrique offre aussi un important potentiel de diversification des partenariats commerciaux pour le Brésil, lui permettant d'envisager la réduction à long terme de son degré de dépendance envers les nations du Nord.³⁰ En effet, dans les années 2000, l'Afrique constituait un marché de plus en plus important pour écouler les produits d'exportation et les services brésiliens. De 2003 à 2011, les échanges commerciaux ont été multipliés par cinq, passant de 3,5 milliards à près de 18,5 milliards d'euros. Considérée dans son ensemble, l'Afrique était à cette période le quatrième partenaire commercial du Brésil, devant les puissances économiques traditionnelles telles que l'Allemagne, le Japon et la France. Sur le total des importations brésiliennes, 9 % provenaient d'Afrique, et 5 % des exportations

²⁴ Oliveira G. (2015), « Política Africana do Brasil : Mudança entre Lula e Dilma ? », *Revista Conjuntura Austral*, vol.6, n°29, pp. 30-31.

²⁵ Lima R. (2015), *op.cit.* p. 36.

²⁶ Abdenur A.E., Marcondes de Souza Neto D.(2014a.), *op.cit.*, p. 221.

²⁷ Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 106.

²⁸ Ministère brésilien des Relations extérieures (2011), « Balanço de política externa 2003-2010 », p. 35.

²⁹Ministère brésilien des Relations extérieures (n.d.), « Brazil's participation in the UNITED NATIONS Peacekeeping operations ».

³⁰ IPEA (2006), « Comércio exterior – Africa em foco ».

des produits nationaux étaient destinés aux marchés africains.³¹ Certains pays étaient davantage concernés que d'autres ; le Nigeria, l'Angola et l'Afrique du Sud captaient en effet à eux trois 48 % des exportations brésiliennes en Afrique.³²

L'activisme diplomatique brésilien en Afrique visait également à ouvrir les marchés du continent à ses entreprises, le président Lula se faisant accompagner par d'importantes délégations d'hommes d'affaires lors de ses voyages.³³ La Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES) a servi à financer l'internationalisation des entreprises brésiliennes, fournissant des prêts aux entreprises nationales opérant dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, les mines et l'énergie.³⁴ L'investissement privé brésilien en Afrique a atteint un niveau tel que les entreprises brésiliennes sont aujourd'hui présentes dans la plupart des régions du continent (*voir illustration 2*). En 2008, les programmes de relance des entreprises brésiliennes actives en Afrique ont abouti au versement de 265 millions de dollars, une somme qui a grimpé l'année suivante à 360,5 millions de dollars. La société minière Vale est présente dans presque tous les pays du continent ; Petrobras en Angola, en Libye, en Tanzanie, en Namibie et au Nigeria ; les entreprises de construction Andrade Gutiérrez et Odebrecht construisent des routes au Cameroun, en Guinée, en Algérie, en Mauritanie et au Ghana, ainsi que des ports et des aéroports en Libye et au Mozambique. Sont également présentes des entreprises de défense, telles que l'Entreprise brésilienne d'aéronautique (EMBRAER) et l'Entreprise de gestion de projets navals (EMGEPRON).³⁵ Avec des réserves de change atteignant plus de 180 milliards d'euros, le Brésil devenait également un créancier important auprès du FMI, avec des programmes de coopération financière en Afrique ainsi que des crédits (principalement destinés à l'Angola).³⁶

Le Brésil est également fortement intéressé par les ressources énergétiques du continent africain : au niveau mondial, l'Afrique détient à elle seule 7,8 % des réserves de gaz et 9,7 % des réserves de pétrole. Le Brésil dépend de l'extérieur pour répondre à ses besoins en gaz : il importe en effet près de la moitié du gaz nécessaire à satisfaire sa consommation. Suite à la politique de nationalisation du président bolivien Evo Morales appliquée dès mai 2006, le gouvernement brésilien a dû chercher de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz, notamment auprès de plusieurs États africains (comme l'Angola, le Nigeria, l'Algérie et la Libye). Pour ce qui est du pétrole, le Brésil possède quantité de réserves de pétrole et est autosuffisant grâce à la découverte de gisements d'hydrocarbures et à sa valorisation de l'éthanol. Toutefois, le pays poursuit ses importations de pétrole léger issues, notamment, du Nigeria et d'Algérie.³⁷

³¹ Ministère brésilien des Relations extérieures (2011), *op.cit.*, p. 35.

³² Santander S. (2011), « La coopération brésilienne en Afrique », *Revue Défense Nationale*, n°738, p. 38.

³³ Santander S. (2011), *loc.cit.*, p. 40.

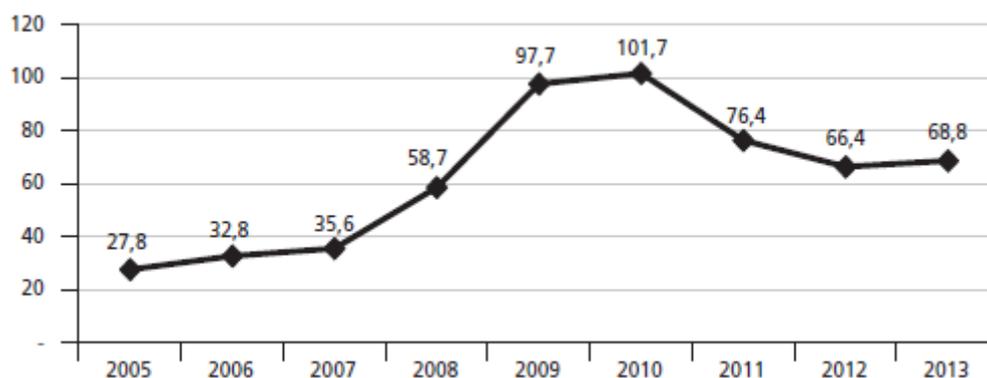
³⁴ Oliveira G. (2015), *loc.cit.*, p. 31.

³⁵ Ministère brésilien des Relations extérieures (2011), *op.cit.*, pp. 34-35.

³⁶ Cicalo A. (2012), *Brazil and its African Mirror. Discussing 'Black' Approximations in the South Atlantic* (Working Paper n°24), Research Network on Interdependent Inequalities in Latin America, pp. 8-9.

³⁷ Lafargue F. (2008), *loc.cit.*, p. 142.

Illustration 3 : Dépenses du gouvernement fédéral dans la coopération technique de 2005 à 2013 (en millions de réaux)



Source : IPEA (2015)

Selon Puente, en tant que partie prenante aux pratiques de coopération de type Sud-Sud, « la coopération technique horizontale brésilienne englobe des activités, projets et programmes spécifiques impliquant le transfert, la production et la diffusion de connaissances techniques, d'expériences réussies et de formation des ressources humaines ». ⁴¹ À la demande des pays bénéficiaires, la coopération technique brésilienne vise à renforcer leurs institutions sur la base des connaissances, expériences et bonnes pratiques que possède le Brésil ⁴², via essentiellement l'enseignement de son savoir-faire en matière de productions, de formations ou de recherches qui ont fonctionné au Brésil. ⁴³ Les méthodes de coopération brésiennes se distinguent donc de celles des pays du Nord de par leur préoccupation non seulement sur le fond, mais aussi sur la manière dont les projets sont conduits. ⁴⁴ À titre d'exemple, les entreprises brésiennes travaillant à l'étranger embauchent souvent de la main d'œuvre locale pour mettre sur pied leurs projets, ce qui favorise la formation et le renforcement à long terme des capacités locales. ⁴⁵

Le continent africain est le principal bénéficiaire des projets de coopération technique brésiliens, dont l'apogée a été atteinte en 2010, avec 57 % du budget total alloué aux projets mis en place dans le monde entier (les pays africains lusophones étant les principaux bénéficiaires). ⁴⁶ Ces aides sont adressées par voie multilatérale (via une série de programme

⁴¹ « A cooperação técnica horizontal brasileira abrange atividades pontuais, projetos e programas que envolvem transferência, geração e disseminação de conhecimentos técnicos, experiências bem-sucedidas e capacitação de recursos humanos ». Traduction libre d'un extrait de : Puente C. (2010), « A Cooperação Técnica Horizontal Brasileira como Instrumento da Política Externa: A Evolução da Cooperação Técnica com Países em Desenvolvimento – CTPD – no Período 1995-2005 ». *FUNAG*, p. 32.

⁴² Costa C. (2015), « Cooperação Técnica Brasil-Africa no governo Dilma Rousseff – expansão ou retração? », dissertation de *mestrado* (master) en relations internationales, sous la direction de Pio Penna Filho, Université de Brasília, pp. 11-12.

⁴³ Castro C. (2013), « La politique extérieure Sud-Sud du Brésil de l'après Lula. Quelle place pour l'Afrique ? », *Afrique contemporaine*, n°248, p. 47.

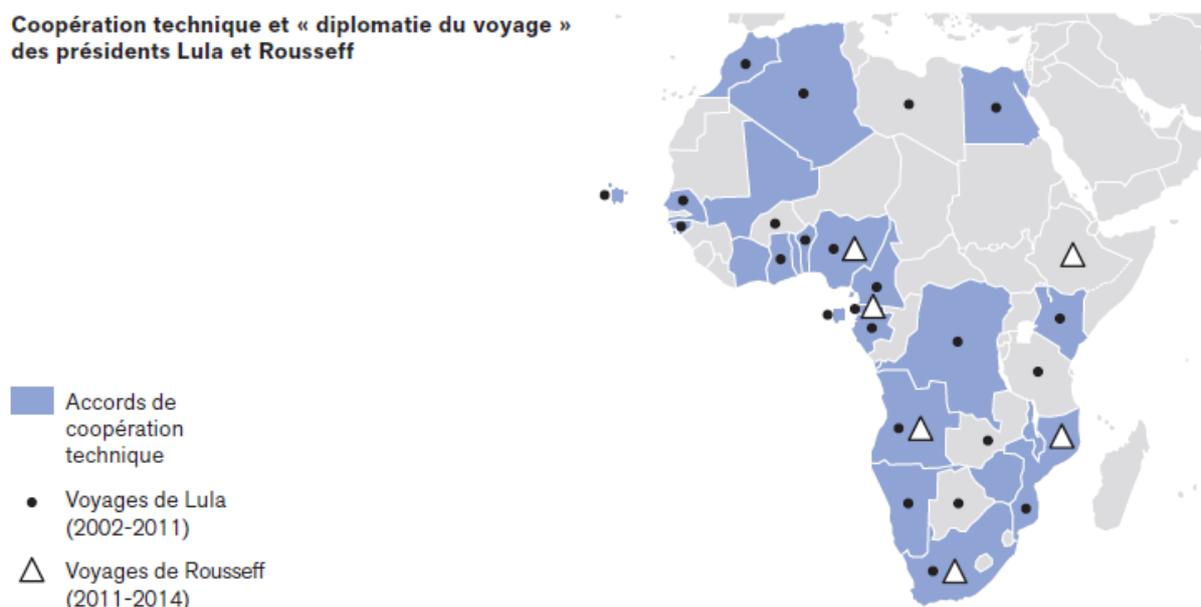
⁴⁴ Arruda P., Tebaldi R., Osorio R. (2017), « A influência da cooperação Sul-Sul sobre outras formas de cooperação: o caso da colaboração do IPC-IG na elaboração de um programa de transferência de renda para Cabo Verde », *Revista Tempo do Mundo*, vol.3, n°2, p. 269.

⁴⁵ Banque mondiale (n.d.), p. 6.

⁴⁶ Gerken H. (2017), *op.cit.*, p. 12.

de développement d'organismes internationaux), mais également par voie bilatérale.⁴⁷ Les programmes comprennent principalement des formations techniques et professionnelles, des actions visant à réduire le VIH et la faim, des processus de consolidation de la paix (notamment en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau) et un soutien à la recherche dans les domaines de la technologie, de l'agriculture et de la santé. En outre, le gouvernement brésilien a installé un bureau de l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA) au Ghana, une fabrique d'antirétroviraux de la fondation Oswaldo-Cruz au Mozambique, et des fermes de production de coton et de riz au Mali et au Sénégal.⁴⁸ Le Brésil se positionne donc comme un partenaire présent dans de nombreux secteurs œuvrant au développement de l'Afrique, en y concluant plus de 160 accords de 2002 à 2010 (presque autant qu'entre 1960 et 2002, période pendant laquelle 172 accords avaient été signés) (voir illustration 4).⁴⁹

Illustration 4 : Coopération technique et « diplomatie du voyage » des présidents Lula et Rousseff (2002-2014)



Source : Castro (2013)

Le développement économique du Brésil, son rôle croissant en tant qu'acteur international et les résultats positifs de ses programmes internes de réduction des inégalités sociales représentent plusieurs enseignements pouvant être mis en pratique dans les pays africains, ce qui expliquerait que ceux-ci cherchent de plus en plus le soutien du Brésil en matière de coopération, d'assistance technique et d'investissements.⁵⁰ La technologie et les techniques brésiliennes sont considérées comme des références par de nombreux pays africains, en particulier ceux dont les relations historiques et culturelles les rapprochent du Brésil.⁵¹ Plusieurs pays africains ont manifesté un intérêt pour la mise en œuvre de programmes inspirés

⁴⁷ Santander S. (2011), *loc.cit.*, p. 39.

⁴⁸ Castro C. (2013), *loc.cit.*, pp. 45-46.

⁴⁹ Santander S. (2011), *loc.cit.*, p. 41.

⁵⁰ Banque mondiale (n.d.), *op.cit.*, pp. 3-4.

⁵¹ Leite A., Cavalcante T. (2016), « A cooperação brasileira para a África: da diplomacia presidencial de Lula da Silva à diplomacia comercial de Dilma Rousseff », *Brazilian Journal of International Relations*, vol.5 (2), p. 355.

par *Fome Zero* et *Bolsa Família*⁵², principalement en raison de l'efficacité démontrée par ces programmes au Brésil, qui ont exercé un rôle important dans la sortie de millions de Brésiliens de l'extrême pauvreté.⁵³ Dès lors, sous Lula et au début du mandat de Dilma Rousseff, la coopération technique a placé le pays au premier plan dans des domaines présentant un intérêt particulier pour le processus de développement de certains pays africains.

B. Politique africaine sous Dilma Rousseff (2011-2016) : la continuité dans le déclin

Jusqu'en 2010, le Brésil diffusait à l'étranger une image de pays émergent et dynamique. Dans un premier temps, le pays avait fait face à la crise financière mondiale de 2008 sans diminuer son projet de développement, en agrandissant son marché intérieur et en profitant de la hausse des prix des produits agricoles pour mener un processus d'inclusion sociale et de réduction de la pauvreté.⁵⁴ C'est à ce moment que de nombreux Brésiliens ont vu leur niveau de vie s'améliorer et ont eu accès à des produits et services qui ne leur étaient pas accessibles auparavant.⁵⁵

En arrivant à la présidence brésilienne en janvier 2011, Dilma Rousseff s'était engagée à poursuivre la politique étrangère multilatérale de son prédécesseur.⁵⁶ Comme sous Lula, il s'agissait pour Rousseff de positionner le Brésil en tant qu'interlocuteur crédible et autonome face aux pays occidentaux, en particulier les États-Unis. Ainsi, selon Sarr, la politique étrangère brésilienne a été maintenue autour de trois axes principaux : « la consolidation de la coopération en Amérique du Sud, le renforcement des relations avec les pays du BRICS et avec les pays du Sud (notamment les pays africains) ainsi que le renforcement de la présence brésilienne dans les organisations internationales ».⁵⁷

Cependant, le contexte national et international sous Rousseff était différent de celui qui prévalait sous Lula. Une grande partie du pouvoir diplomatique de Lula se basait sur un environnement extérieur favorable, profitant aux exportations brésiliennes et propulsant le pays au niveau international. Alors que la situation économique du pays avait déjà commencé à changer vers la fin de la présidence de Lula, les conditions se sont encore détériorées après l'entrée en fonction de Rousseff (la fragilité de sa situation étant d'autant plus évidente au début de son deuxième mandat en 2015).⁵⁸ L'intensité de la crise financière de 2008 ne donnait aucun signe de fléchissement, et ses effets se sont fait ressentir dans les difficultés qu'ont éprouvées certains pays comme les États-Unis, l'Europe et la Chine – premier partenaire commercial du Brésil – à renouer avec la croissance économique⁵⁹, avec pour conséquence une diminution des importations de ces pays en provenance du Brésil et, *in fine*, un grand impact sur l'économie

⁵² Fome Zero et Bolsa Família sont des programmes gouvernementaux brésiliens ayant pour but d'éradiquer la faim et l'extrême pauvreté.

⁵³ Oliveira G. (2015), *loc.cit.*, p. 32.

⁵⁴ Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 47.

⁵⁵ Oliveira G. (2015), *loc.cit.*, p. 34.

⁵⁶ Bastos P., Hiratuka C. (2017), *A política econômica externa do governo Dilma Rousseff: comércio, cooperação e dependência* (Working Paper n°306), Instituto de Economia - UNICAMP, p. 11.

⁵⁷ Sarr M. (n.d.), « La réélection de Dilma Rousseff : quelles conséquences sur la politique étrangère brésilienne ? », *Centre d'études interaméricaines*, pp. 1-2.

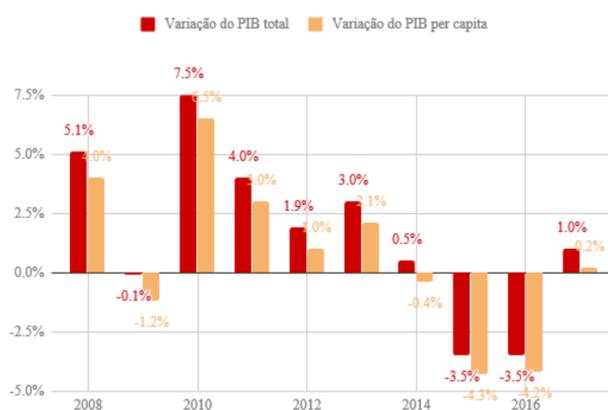
⁵⁸ Marcondes D., Mawdsley E. (2017), « South-South in retreat? The transitions from Lula to Rousseff to Temer and Brazilian development cooperation », *International Affairs*, n°93:3, p. 687.

⁵⁹ Sil R. (2016) « Crise no Brasil: entenda as suas principais causas », Universidade São Judas.

brésilienne, longtemps restée dépendante des exportations de ses produits agricoles (tels que le soja) et minéraux (tels que le fer).⁶⁰ À la fin de 2008, la production industrielle chutait de 12,4 % (soit le pire résultat depuis 1991), provoquant une perte de 500 000 emplois.⁶¹

La crise économique mondiale se prolongeant, le gouvernement de Dilma Rousseff a décidé de maintenir des mesures internes visant à stimuler la production et la consommation, notamment la réduction des impôts, les exonérations fiscales et l'octroi de crédits subventionnés.⁶² Mais alors que les taxes et impôts collectés diminuaient, le gouvernement augmentait ses dépenses, bouleversant ainsi les comptes publics. Avec l'endettement croissant, le gouvernement a perdu sa capacité à attirer les investissements et ne pouvait plus allouer de ressources pour stimuler la croissance du pays. Dès lors, le Brésil a de nouveau connu des pressions inflationnistes, une augmentation du déficit du secteur public, une baisse de la capacité de convertir ses attentes en matière d'investissements en actions concrètes, et un affaiblissement de la compétitivité de son industrie nationale.⁶³ En mai 2015, le Brésil devient le deuxième débiteur de l'ONU (derrière les États-Unis) en devant 258 millions de dollars, soit une augmentation de 52 % par rapport à la dette de 2014 (169 millions de dollars). Ainsi, l'économie brésilienne est passée, ces dernières années, d'un boom économique à sa plus grande récession depuis les années 1990 (*voir illustration 5*).

Illustration 5 : Variations du PIB brésilien de 2008 à 2016⁶⁴



Source : *Infográficos* (2018)

Les conséquences les plus immédiates de la crise économique se sont notamment fait sentir au niveau de la restriction budgétaire des différents ministères et des agences gouvernementales. La BNDES a vu ses moyens limités et a mis un frein aux différents canaux de financement des exportations qui visaient à renforcer le champ d'action du Brésil en Afrique, entravant ainsi le soutien aux entreprises brésiliennes outre-Atlantique.⁶⁵ En 2015, le budget de l'Agence

⁶⁰ Trevizan K. (2017), « Brasil enfrenta pior crise já registrada poucos anos após um boom econômico », *Globo*.

⁶¹ Conde P. (2017), « Les BIC : entre émergence et crise de croissance », *Diploweb*.

⁶² Ensemble de crédits subventionnés par l'État destinés aux entreprises privées réalisant des investissements dans des secteurs à haut risque.

⁶³ Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 49.

⁶⁴ Traduction de la légende : en rouge - variation du PIB total ; en jaune - variation du PIB per capita.

⁶⁵ Seabra P. (2016b.), *Brazil as a Security Actor in Africa: Reckoning and Challenges Ahead* (Focus N.º7), German Institute of Global and Area Studies, p. 5.

brésilienne de coopération (ABC) est réduit de 25 % par rapport aux chiffres de 2012⁶⁶, entraînant une réduction du nombre de projets initiés tout au long du mandat de Dilma Rousseff (voir illustration 6), la priorité étant donnée à l'exécution et à la finalisation des projets déjà signés avec les pays partenaires.⁶⁷ Il convient néanmoins de noter que la coopération dans le domaine de la défense a gardé toute son importance sous Rousseff, démontrant la priorité qu'accorde le Brésil à son entourage stratégique. En effet, alors que sous Lula environ 1 % des projets de coopération mis en place via l'ABC étaient mis en œuvre en Afrique, cette proportion est passée à environ 16 % sous Rousseff.⁶⁸

Illustration 6: nombre de projets de coopération technique initiés sous les deux mandats du président Lula et sous le premier mandat de la présidente Dilma Rousseff

Projets initiés sous Lula		Projets initiés sous Dilma	
<u>2003</u>	3	<u>2011</u>	87
<u>2004</u>	7	<u>2012</u>	47
<u>2005</u>	22	<u>2013</u>	12
<u>2006</u>	45	<u>2014</u>	11
<u>2007</u>	71		
<u>2008</u>	87		
<u>2009</u>	105		
<u>2010</u>	143		

Source : Costa (2015)

Lors de la deuxième décennie des années 2000, le contexte international politique avait également changé. Selon Bastos et Hiratuka, l'affaiblissement de la centralité de l'Organisation mondiale du commerce dans la gouvernance économique internationale (institution qui, sous Lula, faisait l'objet de la concentration des efforts brésiliens visant à la réforme des institutions multilatérales) a contribué à réduire la visibilité brésilienne dans la diplomatie multilatérale. De plus, un nouveau scénario géopolitique est apparu, provoqué notamment par le printemps arabe et les conflits en Libye, en Syrie, en Ukraine, et les tensions entre le Japon et la Chine sur les droits souverains dans les îles du Pacifique. Selon les auteurs, « ce nouveau scénario aurait diminué l'importance des problèmes économiques multilatéraux dans lesquels le Brésil était un protagoniste et aurait donné une place centrale à la politique des puissances militaires, impliquant directement la Russie et la Chine ». ⁶⁹ En outre, l'incorporation de l'Afrique du Sud au BRICS en 2011 pourrait être considérée comme l'une des raisons pour lesquelles le groupe

⁶⁶ Mello P. (2015), « Brasil recua e reduz projetos de cooperação e doações para a África », *Folha de São Paulo*.

⁶⁷ Costa C. (2015), *op.cit.*, p. 15.

⁶⁸ Oliveira G. (2015), *loc.cit.*, p. 41.

⁶⁹ « (...) este novo cenário geopolítico diminuiu a importância dos temas econômicos multilaterais nos quais o Brasil era protagonista e deu centralidade à política das potências militares, envolvendo Rússia e China diretamente ». Traduction libre d'un extrait de : Bastos P., Hiratuka C. (2017), *op.cit.*, p. 12.

IBAS a perdu de sa pertinence. En effet, à partir de l'action collective des pays du Sud les plus importants, les BRICS auraient un pouvoir plus important que l'IBAS pour exercer un contrôle sur les institutions multilatérales dominées par les pays développés.⁷⁰

À cela s'ajoute un nouveau scénario politique interne : alors qu'en 2010, Lula jouissait d'une grande popularité lui permettant de choisir son successeur, en 2016, en plus du ralentissement économique, régnait aussi un climat d'incertitude politique causé par des dissidences internes au système de coalition entre partis et par les scandales de corruption issus de l'enquête fédérale *Operação Lava Jato*⁷¹, culminant avec la destitution de Dilma Rousseff et la mise en place de la présidence intérimaire de Michel Temer.

Dans ce contexte national et international défavorable, le Brésil est entré dans une phase de stagnation sur le plan économique et au niveau de son influence internationale. Ces facteurs ont, dans une large mesure, contribué à la dégradation de la politique étrangère du gouvernement Rousseff, qui a graduellement réduit l'activisme mené dans le cadre de la politique extérieure du Brésil.⁷² La part du budget fédéral octroyée au ministère des Affaires étrangères s'est réduite, passant de 0,5 % en 2003 à 0,28 % en 2013.⁷³ Le thème de la réforme du Conseil de sécurité, central sous Lula, a quant à lui été relégué aux oubliettes.

Selon Marcondes et Mawdsley, un autre facteur pouvant expliquer le déclin de la diplomatie internationale sous Rousseff serait la personnalité et les préférences personnelles de la présidente. D'une part, le savoir-faire et les compétences politiques de Lula se seraient avérés difficiles à imiter ; le président Obama a décrit, en 2009, l'ancien président brésilien comme étant « le politicien le plus populaire de la planète »⁷⁴, et Celso Amorim (ministre des Affaires étrangères de 2003 à 2011) a déclaré, en 2010, que la personnalité de Lula et sa vision de la politique étrangère étaient indispensables au prestige international du Brésil.⁷⁵ D'autre part, les analyses médiatiques et politiques ont souvent formulé des remarques négatives sur la personnalité et l'image de la présidente (par exemple, en la présentant comme impolie et comme une personne avec qui il est difficile de travailler). De plus, les relations extérieures sous Rousseff étaient basées sur une vision différente de celle de Lula. En effet, si le dialogue Sud-Sud comme moyen de reconfigurer l'ordre international s'est transformé en priorité de la politique étrangère brésilienne sous Lula, cette position a changé sous Dilma Rousseff : le Sud est davantage considéré comme un marché pour les produits brésiliens plutôt qu'une base de soutien pour faire avancer les considérations géopolitiques mises en avant par le Brésil.⁷⁶ La nouvelle présidente avait repositionné les États-Unis et l'Union européenne parmi les priorités de la politique étrangère brésilienne, parallèlement au dialogue avec les pays du Sud.⁷⁷ Le nombre de visites rendues par Rousseff dans plusieurs pays africains montre que les relations

⁷⁰ Bastos P., Hiratuka C. (2017), *op.cit.*, pp. 11-13.

⁷¹ L'*Operação Lava Jato* (Opération Car Wash) concerne une enquête de la police fédérale brésilienne sur des affaires de corruption et de blanchiment d'argent impliquant plusieurs politiciens et entreprises (notamment l'importante entreprise pétrolière Petrobras).

⁷² Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 60.

⁷³ Porto A. (2014), « Não economizem o Itamaraty », *Folha de São Paulo*.

⁷⁴ Oulalou L. (2009), « Selon Obama, Lula est l'homme politique le plus populaire du monde », *Mediapart*.

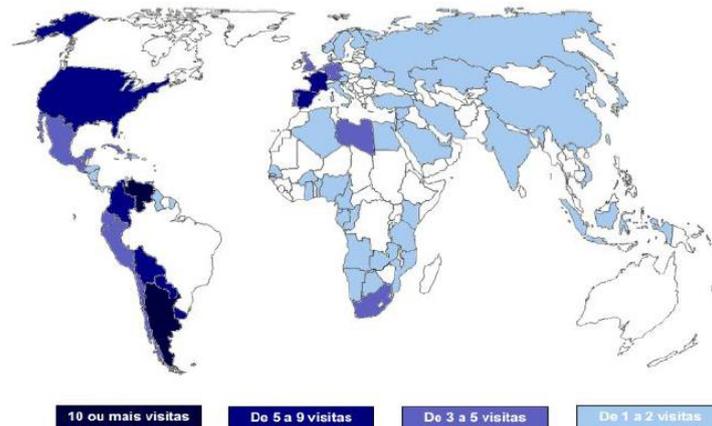
⁷⁵ Ministère brésilien des Relations extérieures (2010), « Entrevista do Ministro Celso Amorim à Folha de São Paulo, 15/11/2010 ».

⁷⁶ Marcondes D., Mawdsley E. (2017), *loc.cit.*, pp. 685-687.

⁷⁷ Patricio R. (2014), « Brasil: Política Externa e Geopolítica do Pré-Sal », *Nação e Defesa*, n°138, p. 138.

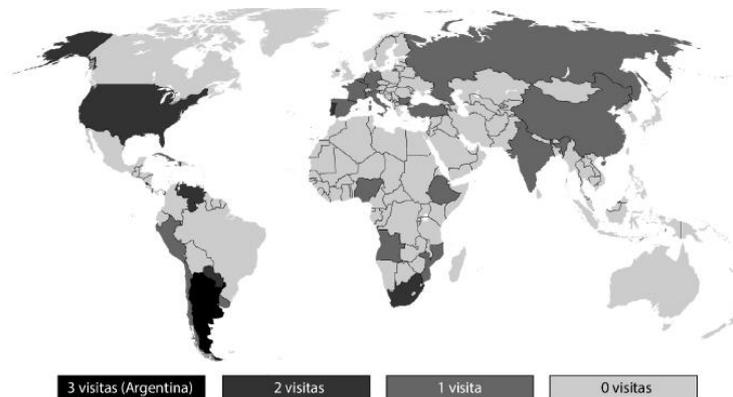
avec l’Afrique n’ont pas disparu de l’ordre du jour, mais reflètent le changement dans l’intensité des relations avec le continent africain. Alors que, au cours de ses deux mandats, Luiz Inácio Lula da Silva a fait 33 voyages sur le continent africain où il a visité 23 pays⁷⁸ (voir *illustration 7*), Dilma Rousseff n’a visité que six pays africains en deux voyages (Afrique du Sud, Mozambique, Angola, Guinée équatoriale, Nigeria et Éthiopie) (voir *illustration 8*). Selon Sarr, la politique étrangère de Rousseff aurait, dès lors, été marquée par une « continuité avec moins d’intensité », mettant ainsi un frein à la politique étrangère « active et fière » instaurée par l’ancien président.⁷⁹

Illustration 7 : Pays et territoires visités bilatéralement par le président Lula de 2002 à 2010



Source : Cornetet (2014), p.117

Illustration 8: Pays et territoires visités bilatéralement par Dilma Rousseff de 2011 à 2013



Source : Cornetet (2014), p.117-119

*

Sous le gouvernement de Lula, le Brésil est parvenu à accroître son influence sur les enjeux internationaux grâce à la diversification de ses partenariats politiques et économiques. Un accent particulier est mis sur l’intensification des pratiques basées sur la coopération de type Sud-Sud, telles que l’établissement de nouvelles alliances politiques ou la coopération technique, en tant qu’instruments soutenant la stratégie brésilienne d’insertion internationale. C’est donc dans ce cadre qu’il convient d’analyser le rapprochement du Brésil avec le continent africain au XXI^e siècle.

⁷⁸ Ministère brésilien des Relations extérieures (2011), « Balanço de política externa 2003-2010 », p. 35.

⁷⁹ Sarr M. (n.d.), *loc.cit.*, p. 2.

Toutefois, à partir de la crise de 2008, la croissance de l'influence du Brésil à l'international s'est essoufflée, ce qui correspond à la baisse d'intensité de l'activisme diplomatique brésilien sous Dilma Rousseff. Cela a eu pour conséquence une réduction de son activisme international, notamment envers l'Afrique, au profit de stratégies visant à restructurer le système interne du Brésil. Ainsi, à partir de 2015, nous remarquons une accélération dans les dynamiques de retrait international du Brésil, qui se poursuivront sous la présidence transitoire de Michel Temer (2016-2017), ainsi qu'une importance accrue accordée aux accords bilatéraux, amenant à la situation actuelle marquée par une relative atonie du Brésil en tant qu'acteur central dans le Sud global.

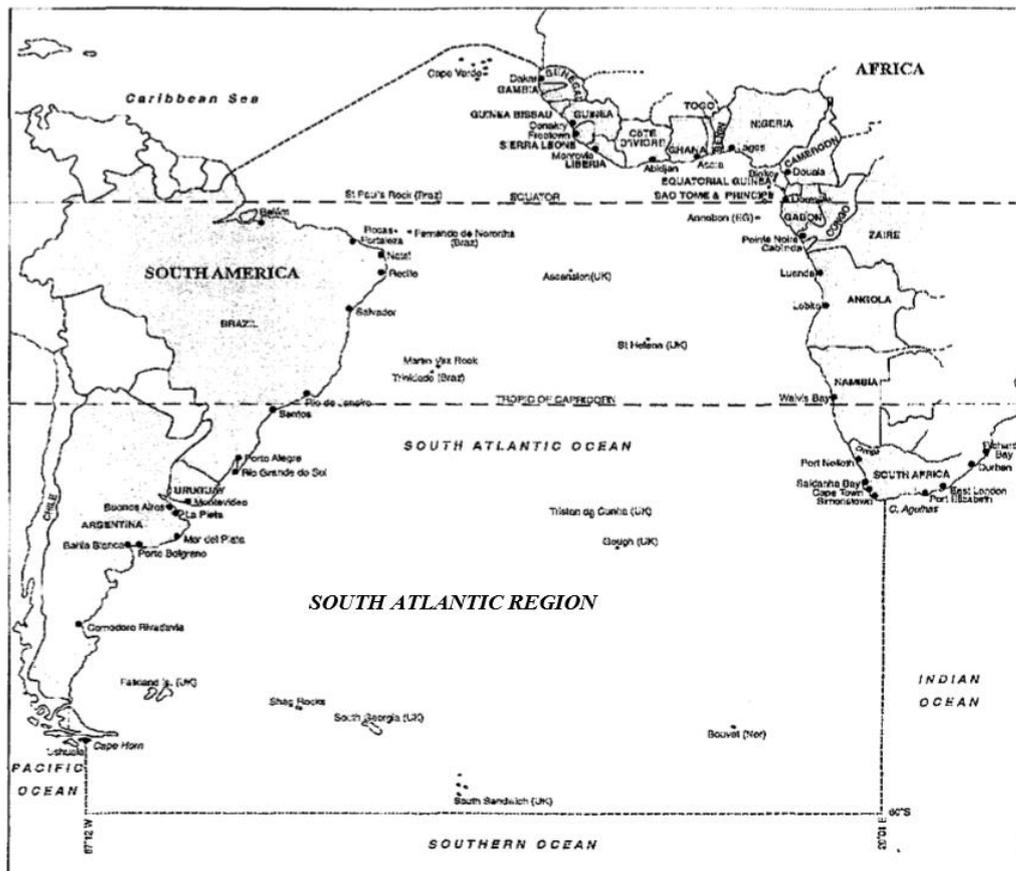
III. Le Brésil : un acteur pertinent dans la sécurité et la défense de l'Atlantique Sud ?

Bien que le dialogue, la coopération et l'accent mis sur le multilatéralisme soient des éléments importants dans la situation internationale actuelle, la composition multipolaire du système ne suffit pas, en elle-même, à garantir que prévalent des relations non conflictuelles entre États. La souveraineté de la nation, son insertion économique compétitive et son plein développement supposent une capacité de défense en adéquation avec le potentiel et les aspirations du pays. Dans ce contexte, la défense et la protection du Brésil face aux menaces extérieures potentielles constituent une mission essentielle des forces armées du pays.⁸⁰ Dès lors, le Brésil cherche à protéger sa sphère stratégique, particulièrement dans l'Atlantique Sud, où se trouvent nombre de ses ressources naturelles.

A. Importance géopolitique de l'Atlantique Sud au XXI^e siècle

L'Atlantique Sud désigne généralement la partie de l'océan Atlantique limitée, au nord, par l'Équateur et, au sud, par l'Antarctique (le long du 70^e parallèle sud, approximativement), et située entre les longitudes approximatives de 70°O et 20°E.⁸¹

Illustration 9 : Délimitation de l'Atlantique Sud



Source : González A. (2007)

⁸⁰ Ministère brésilien de la Défense (2012), « Livro Branco da Defesa », p. 27.

⁸¹ Khanylile M. (2003), « South Africa's Security Relations with the Mercosur Countries », thèse doctorale en politique internationale, sous la direction de Mike Hough, Université de Pretoria, p. 191.

Historiquement, l'océan Atlantique Sud tend à occuper une place périphérique au sein du système commercial mondial, le principal trafic maritime se réalisant entre l'Asie, les États-Unis et l'Europe, et les ports les plus importants au niveau mondial se situant dans l'océan Pacifique (le port de Santos, principal port de l'Atlantique Sud en transport de containers, se situait à la 44^e place en 2016 dans le classement mondial établi par le World Shipping Council⁸²).

La réinsertion de l'Atlantique Sud dans le système de commerce international s'opère au début du XXI^e siècle. L'importance croissante de ses routes commerciales en tant qu'alternatives aux passages conventionnels⁸³ (tels que les canaux de Suez ou de Panama, qui ne sont plus capables d'accueillir les grands cargos et pétroliers), l'intensification des relations entre les pays bordant l'Atlantique Sud au travers d'une dynamique de coopération Sud-Sud, le processus de démocratisation du continent africain⁸⁴ et la découverte d'importantes ressources vivantes et non vivantes aux deux marges de l'Atlantique Sud sont quelques exemples de facteurs ayant contribué à cette réinsertion. Il convient également de souligner que l'Atlantique Sud est le principal point d'accès au continent antarctique.⁸⁵

Du côté brésilien, l'Atlantique Sud a acquis une grande valeur stratégique suite aux efforts politiques et économiques entrepris en direction du continent africain. Longeant près de 7.400 km de côtes brésiliennes (où vit un quart de la population brésilienne⁸⁶), l'Atlantique Sud fait partie de l'espace géographique immédiat du Brésil et constitue la voie de circulation par laquelle se développent les relations commerciales du pays avec le reste du monde.⁸⁷ En effet, près de 95 % du commerce brésilien passe par l'Atlantique Sud, ce qui explique la préoccupation croissante du pays concernant l'augmentation de menaces non conventionnelles dans l'océan – telles que la piraterie, le terrorisme, la pêche illégale ou encore le trafic de drogues⁸⁸ (cf. golfe de Guinée p. 34).

Possédant 3,6 millions de km² de territoire maritime, le Brésil dispose d'une grande diversité de ressources naturelles dans son sol et son sous-sol marin, ce qui a contribué à la revalorisation géostratégique de la région ainsi qu'à la projection du pays dans et en dehors de cet espace. En mai 2004, le Brésil a d'ailleurs revendiqué la pleine souveraineté sur 960.000 km² au-delà des 200 milles marins auprès de la Commission des limites du plateau continental de l'ONU (*voir illustration 9*). Si la superficie totale de la revendication avait été reconnue par les Nations Unies, le Brésil aurait disposé d'une zone maritime de 4,4 millions de km², correspondant approximativement à la moitié de la superficie du territoire terrestre brésilien.⁸⁹ En 2007, l'ONU a rendu son avis en refusant la souveraineté sur 19 % du plateau continental prolongé

⁸² World Shipping Council (2018), « Top 50 World Container Ports ».

⁸³ Rosso D., Pereira M., Deliberali D., et.al. (2015), « Geoestratégia no Atlântico Sul: relações bilaterais Brasil-África do Sul na área de defesa », *Fronteira*, v.14, n°27 et 28, p. 9.

⁸⁴ Horing J., Weber L., Closs M. (2014), p. 488.

⁸⁵ Maltais A. (n.d.), « L'alliance de la Zopacas renait de ses cendres », *L'Aut Journal*.

⁸⁶ IBGE (2018), « Estimativas da população residente no Brasil e unidades da Federação com data de referência em 1^o de julho de 2018 ».

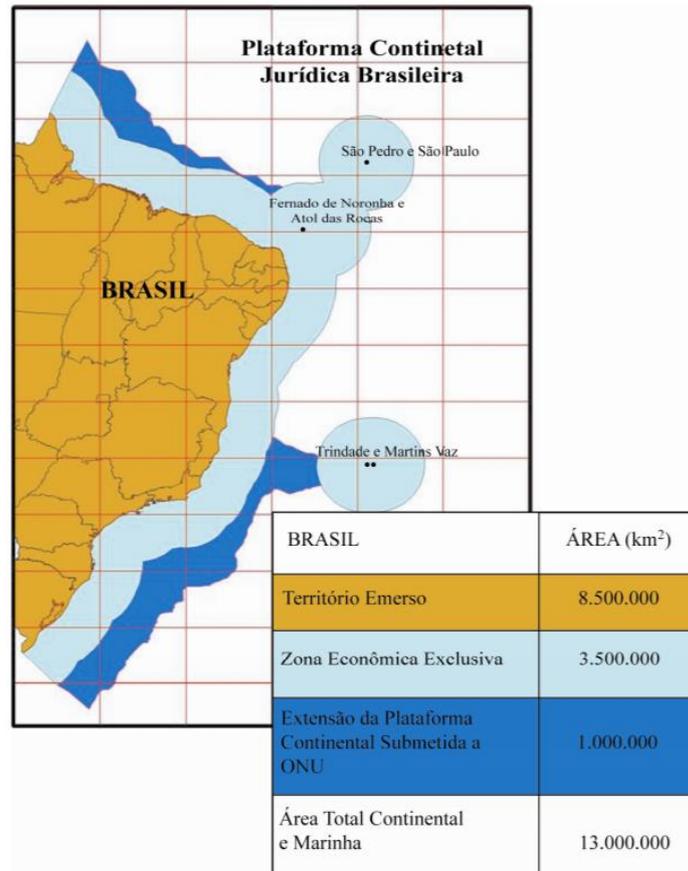
⁸⁷ Filho J. (2016), *A Segurança do Atlântico Sul e as relações com a África*, Fundação Alexandre de Gusmão, Brasília, p. 99.

⁸⁸ Melo D. (2018), *Atuação da OTAN no Atlântico Sul*, thèse de master en relations internationales –PUC-SP, São Paulo, p. 130.

⁸⁹ Corrêa F. (2013), « Defesa em Debate – Atlântico Sul: e se não for um projeto político só da ZOPACAS? », Defesanet.

revendiqué par le Brésil, qui a par la suite émis plusieurs propositions partielles à la Commission (actuellement en cours de révision) pour étendre son plateau continental.⁹⁰

Illustration 10 : Plateau continental brésilien⁹¹



Source : Souza K.G., Martins L.R., Cavalcanti V.M, et al. (2009)

La réintroduction d'un litige auprès de la Commission était particulièrement liée à la découverte en 2006 de gisements de pré-sel s'étendant le long de 800 km de côte brésilienne (voir illustration 11) qui ont ravivé l'importance que le Brésil accorde à ses eaux territoriales.⁹² Ces gisements se trouvent à la limite des 200 milles marins du Brésil, mais il est estimé qu'ils se prolongent jusqu'à au moins 350 milles au-delà, et contiendraient 1,6 milliard de mètres cubes de gaz et de pétrole dans la couche de pré-sel. À la suite de cette découverte, le développement de l'exploitation du pré-sel est devenu l'une des priorités de l'agenda stratégique du Brésil : en plus d'étendre grandement ses ressources, la découverte de réserves de pétrole dans cette couche pourrait placer le Brésil à un nouveau niveau économique, social, géopolitique et technologique, l'élevant au rang de puissance mondiale.⁹³ En effet, selon

⁹⁰Souza J. (2018), « A Plataforma Continental “Estendida, Externa, Jurídica ou Legal” do Brasil », Agência E&P Brasil.

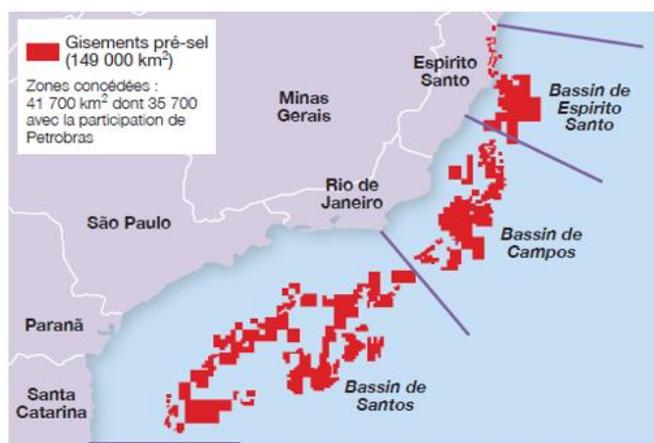
⁹¹ Traduction de la légende : (de haut en bas, à gauche) territoire émergé ; zone économique exclusive ; extension du plateau continental soumise à l'ONU ; surface totale continentale et maritime ; (à droite) surface en km².

⁹² Seabra P. (2016a.), « From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian-African defense cooperation in the South Atlantic (2003-2014) », thèse doctorale en sciences politiques, sous la direction de Andrés Malamud, Université de Lisbonne, p. 95.

⁹³ Patricio R. (2014), *loc.cit.*, p. 139.

l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le Brésil deviendrait le sixième producteur mondial en 2030 (produisant 3,4 millions de barils par jour)⁹⁴, et posséderait la quatrième réserve de pétrole au monde. En 2017, la production brésilienne de pétrole est estimée à plus de 1,7 million de barils par jour⁹⁵, mobilisant une série d'investissements dans des biens et services dépassant 25 % du total des investissements mondiaux dans la chaîne pétrolière et gazière offshore.⁹⁶

Illustrations 11 : Gisements de pré-sel découverts en 2006



Source : *Alternatives Economiques (n.d.)*

Au travers du développement des réserves de pré-sel, les gouvernements de Lula et Dilma Rousseff ambitionnaient d'augmenter la production énergétique du pays de façon à pouvoir répondre à la demande intérieure et, dans le même temps, rendre le pays autosuffisant en ressources énergétiques.⁹⁷ Dès lors, conscient de l'importance que représente ces découvertes pour son économie et son affirmation au niveau international, le Brésil a rapidement revu à la hausse la place des réserves de pré-sel dans la hiérarchie de ses priorités sécuritaires.

La présence de puissances extrarégionales dans l'Atlantique Sud représente dès lors une menace pour les intérêts brésiliens – d'autant plus que certains pays, dont les États-Unis, n'ont pas ratifié la Convention sur le droit de la mer garantissant la non-intervention et la souveraineté dans les eaux territoriales d'un pays.⁹⁸ Actuellement, grâce à leurs capacités militaires, politiques et économiques, trois pays extrarégionaux sont fortement implantés dans l'Atlantique Sud. Le Royaume-Uni y possède de nombreuses îles (les Malouines et l'île de l'Ascension étant les plus stratégiques), ainsi que des bases aériennes, navales et terrestres en Antarctique.⁹⁹ La France – qui reconnaît dans son Livre blanc le rôle stratégique de l'Afrique pour sa sécurité – possède une colonie en Guyane française, qui accueille une base navale, une base aérienne et une base aérospatiale. Les États-Unis ont créé, quelques mois après la réunion

⁹⁴ Patriota A., *Valores nacionais*, entretien pour la revue Carta Capital, 3 octobre 2012.

⁹⁵ Stuckert R. (2018), « Há 10 anos Lula anunciava exploração comercial do pré-sal », Partido dos Trabalhadores.

⁹⁶ Rousseff D., *Discurso da Presidenta da República, Dilma Rousseff, por ocasião de abertura do Fórum de Bo'ao*, Bo'ao, 15 avril 2011.

⁹⁷ Auteur inconnu (2009), « Lula: a nova era do petróleo com exploração do pré-sal », Portal Vermelho.

⁹⁸ Horing J., Weber L., Closs M. (2014), *loc.cit.*, p. 495.

⁹⁹ Richardson J., Guedes A., Gorce X. et al (2012). *The Fractured Ocean: current challenges to maritime policy in the wider Atlantic*. Washington D.C., The German Marshall Fund of the United States, p. 43.

de réactivation de la ZOPACAS à Luanda, le *United States Africa Command (AFRICOM)* qui coordonne toutes les activités militaires et sécuritaires des États-Unis sur ce continent.¹⁰⁰ Bien que désactivée en 1950, la IV^e flotte des États-Unis a été réactivée en 2008 dans l'Atlantique (qui fait partie du *United States Southern Command, ou SOUTHCOM*). Les Brésiliens ont interprété cette réactivation comme étant étroitement liée aux découvertes de pré-sel.¹⁰¹

D'autres États ont également démontré leur intérêt concernant la région. Outre l'augmentation du commerce avec les pays situés des deux côtés de l'Atlantique Sud, la Chine coopère militairement avec la plupart des États d'Amérique latine et d'Afrique et participe à la construction de nombreux ports africains.¹⁰² Bien que la sphère stratégique de l'Inde se situe plutôt du côté de l'océan Indien, en 2006, le chef d'état-major de la marine indienne a inclus l'Atlantique Sud dans les considérations stratégiques du pays, puisque la sécurité des flux d'exportation indiens dans cet océan fait partie des préoccupations du pays. L'Inde coopère aussi avec les pays de l'IBAS dans le cadre d'exercices navals organisés au large des côtes sud-africaines.¹⁰³ La Russie s'intéresse aux minéraux marins dans l'Atlantique Sud et en Antarctique, et possède des sous-marins nucléaires de classe Borei qui patrouillent dans cette zone.¹⁰⁴

¹⁰⁰ Lima M. (2015), « Atlântico Sul: Ameaças e Cooperação », dissertation de *mestrado* (master) en relations internationales, sous la direction de José Flávio Sombra Saraiva, Université de Brasilia, p. 18.

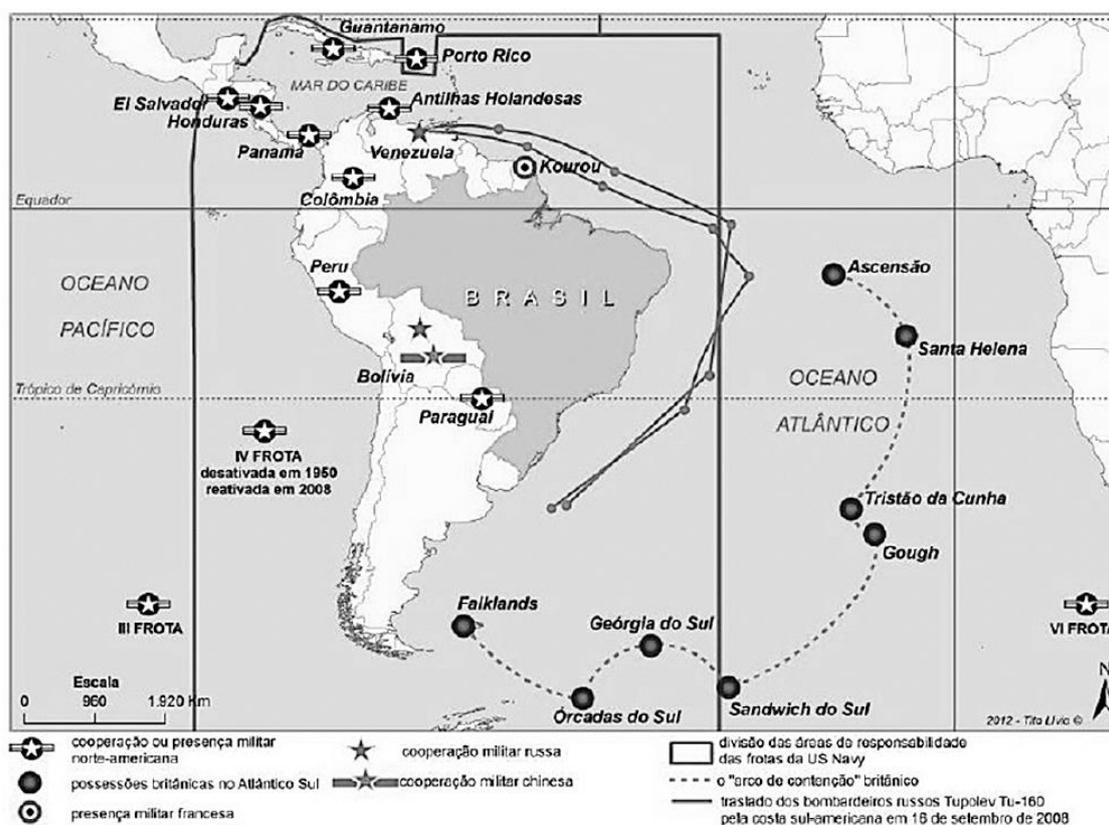
¹⁰¹ Seabra P. (2016a.), *op.cit.*, p. 95.

¹⁰² Neves M. (2013), « A China e a Índia no Atlântico Sul », *Relações Internacionais*, n°38, p. 77.

¹⁰³ Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2013a.), « Brazil in the South Atlantic: growing protagonism and unintended consequences », *Policy Brief*, May 2013, Norwegian Peacebuilding Resource Centre, p. 3.

¹⁰⁴ Andrei Raskin (2013), « Submarinos nucleares russos voltarão a patrulhar os mares do hemisfério sul », Defesanet.

Illustration 12 : Présences militaires extrarégionales en Amérique du Sud et dans l'Atlantique Sud¹⁰⁵



Source : Carvalho (2016)

Comme le signale Marco Lima, même si la présence et l'influence de ces pays vont à l'encontre des intérêts brésiliens (dans la mesure où le Brésil rejette l'ingérence d'acteurs extrarégionaux dans l'Atlantique Sud), cela ne les positionne pas en tant qu'« ennemis ». En effet, ces pays entretiennent plusieurs relations de coopération avec le Brésil, notamment militaires (portant sur des exercices conjoints et sur la fourniture d'équipements – les principaux composants de la flotte brésilienne provenant d'ailleurs de ces pays). Le Programme brésilien de développement de sous-marins (*Programa de Desenvolvimento de Submarinos, PROSUB*) en est un exemple notoire : ce programme, qui consiste en un transfert de technologies de la France vers le Brésil depuis 2008, est actuellement le plus important de la marine brésilienne.¹⁰⁶

¹⁰⁵ Traduction de la carte (de haut en bas, de gauche à droite) : coopération ou présence militaire nord-américaine ; possessions britanniques dans l'Atlantique Sud ; présence militaire française ; coopération militaire russe ; coopération militaire chinoise ; division des zones de responsabilité des flottes de l'US Navy ; Arc d'endiguement (« *containment* ») britannique ; déplacement des bombardiers russes Tupolev Tu-160 au long de la côte sud-américaine le 16 septembre 2008.

¹⁰⁶ Lima M. (2015), *op.cit.*, pp. 16-17.

B. La stratégie brésilienne de sécurité et défense dans l'Atlantique Sud

Selon Oliveira, à l'heure actuelle, la probabilité d'un conflit armé pour le contrôle des réserves de pétrole du pré-sel semble faible. Néanmoins, nombreux sont les exemples de guerres liées au pétrole qui ont été menées au cours des dernières décennies (notamment la guerre des Malouines, motivée entre autres par le souhait anglais de maintenir son contrôle sur les réserves pétrolières de la région).¹⁰⁷ À cela s'ajoute la croissance des menaces non traditionnelles dans l'Atlantique Sud (comme le trafic de drogues ou la piraterie), qui représentent également des sources d'instabilité pouvant mettre en péril les intérêts brésiliens dans la région.

Ne pouvant prédire le scénario international futur, le Brésil souhaite se préparer à ce type de menace en mettant en place des moyens de défense adéquats pour protéger sa sphère stratégique et ses richesses, tout en restant aligné sur sa politique pacifiste.¹⁰⁸ Ainsi, durant les mandats de Lula et de Dilma Rousseff, l'Atlantique Sud est devenu central dans les nouvelles priorités de sécurité et de défense. Dès lors, comme nous le verrons aux sections qui suivent, il était essentiel pour le pays d'actualiser sa stratégie de défense nationale en élargissant son champ d'action, et de repenser le rôle des alliances pour accroître sa capacité de dissuasion dans l'Atlantique Sud. Dans ce processus, le Brésil cherchera à se positionner de manière centrale dans la construction d'une nouvelle région sécuritaire ; celle de l'Atlantique Sud.

1. Considérations théoriques : les communautés de sécurité et les constructeurs régionaux

Selon Abdenur et Marcondes de Souza Neto, « loin d'être naturellement délimité par des barrières géographiques ou des caractéristiques culturelles, les régions sont des imaginaires politiques, construits au fil du temps par des acteurs motivés par des intérêts spécifiques ».¹⁰⁹

Dans le cadre de régions à but sécuritaire, le tournant constructiviste des années 1990 met l'accent sur le développement possible d'une identité commune derrière les groupements régionaux, notamment au sein des communautés à but sécuritaire. Ces communautés sont alors perçues comme des régions dont les États membres ne se sentent pas menacés par le recours à la force de la part des autres États membres, car une confiance mutuelle et une identité commune permettent de s'attendre à un règlement des différends de façon pacifique.¹¹⁰ Selon Buzan et Waever, ce « we-feeling » caractérisant les communautés de sécurité permet la mise en place d'un processus de sécurisation en leur sein, décourageant ainsi l'emploi de la force de sorte à ce que les acteurs régionaux ne se voient plus mutuellement comme des menaces.¹¹¹ Les auteurs ajoutent qu'au sein d'une communauté de sécurité, il est également nécessaire de

¹⁰⁷ Oliveira L. (2013), « Geopolítica do Atlântico Sul na era do pré-sal: desafios e perspectivas para o planejamento da defesa da soberania das águas jurisdicionais brasileiras », 4^o Encontro Nacional da Associação Brasileira de Relações Internacionais – 22 a 26 de Julho de 2013, p. 6.

¹⁰⁸ Ministère brésilien de la Défense (2012), « Livro Branco da Defesa », p. 11.

¹⁰⁹ « Longe de serem “naturalmente” delineadas por barreiras geográficas ou características culturais, as regiões são imaginários políticos, construídos ao longo do tempo por atores motivados por interesses específicos ». Traduction libre d'un extrait de : Abdenur A.E., Marcondes de Souza Neto D.(2014b.), « O Brasil e a cooperação em defesa: a construção de uma identidade regional no Atlântico Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n°57 (1), p. 6.

¹¹⁰ Seabra P. (2016a.), *op.cit.*, pp. 56- 59.

¹¹¹ Mattos B., Matos F., Kenkel K. (2017), « Brazilian Policy and the Creation of a Regional Security Complex in the South Atlantic: Pax Brasiliana? », *Contexto Intenacional*, vol 39, n°2, p. 265.

créer une vision commune forte du statu quo, associée à une culture partagée et/ou à des institutions bien développées.¹¹²

Selon Seabra, Mattheis et Abdenur, « dans leur environnement proche, certaines puissances émergentes adoptent de nouvelles stratégies de construction régionale, à savoir, des efforts visant à forger des identités et des organisations régionales de manière à faire progresser leurs intérêts matériels et à orienter les processus d'établissement de normes ». ¹¹³ Selon Neumann, ces puissances se positionnent alors en tant que « *region-builders* » puisqu'elles se chargent de diriger les efforts entrepris au sein de la région en tirant parti des asymétries de pouvoir existant entre eux et les autres États de la région pour s'octroyer un rôle central dans le processus.¹¹⁴

Dans ce processus, le rôle de la sécurisation face aux menaces extérieures (réelles ou perçues) est essentiel puisque, comme le rappellent Frazier et Stewart-Ingersoll, la protection contre les menaces extérieures peut également permettre à certains membres de gagner de l'influence.¹¹⁵ Les « *region-builders* » créent une histoire commune, un récit qui attribue un sentiment d'appartenance à tous les membres de la région¹¹⁶ en se basant à la fois sur un processus d'inclusion (via le renforcement des liens entre les membres et le développement d'un sentiment d'adhésion) et d'exclusion (en rejetant certains acteurs qui pourraient avoir un intérêt à y participer ou qui seraient perçus comme des rivaux), contribuant ainsi à la création d'une stratégie de sécurité régionale et à l'émergence d'une conscience partagée de la région en question. Par le biais de cette pratique d'inclusion et d'exclusion, ces puissances s'octroient un rôle central au sein des communautés sécuritaires en dominant les considérations de sécurité des autres États membres¹¹⁷, généralement pour faire avancer leurs propres priorités stratégiques.¹¹⁸

En se basant sur ce cadre théorique, il sera démontré que l'Atlantique Sud entame, au travers de la ZOPACAS, un processus de construction régionale dirigé par le Brésil. Celui-ci organise la défense de l'Atlantique Sud en redéfinissant les contours de sa propre sphère stratégique régionale, en investissant dans une structure régionale à but sécuritaire ainsi que dans une série de programmes visant à promouvoir une action collective, le tout soutenu par une stratégie discursive autour d'une identité régionale.

¹¹² Buzan B., Waever O. (2003), *Regions and powers: the structure of international security*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 173.

¹¹³ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2016), « An ocean for the Global South: Brazil and the zone of peace and cooperation in the South Atlantic », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 29, Issue 3, p. 1123.

¹¹⁴ Neumann I. (1994), « A Region-building Approach to Northern Europe », *Review of International Studies*, n°20, p. 58.

¹¹⁵ Frazier D., Stewart-Ingersoll R. (2010), « Regional Powers and Security: A framework for understanding order within regional security complexes », *European Journal of International Relations*, vol. 16, n°4, p. 742.

¹¹⁶ Barbosa L. (2015), « A Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul (ZOPACAS): criação, projeção e dimensão político-estratégica », thèse en sciences économiques, sous la direction de Analúcia Danilevitz Pereira, Université fédérale du Rio Grande do Sul, p. 39.

¹¹⁷ Mattos B., Matos F., Kenkel K. (2017), p. 264.

¹¹⁸ « A (...) reificação da região traz consequências concretas, pois o próprio processo de construção afeta a distribuição de poder. Por exemplo, ao assumirem um papel de protagonismo, certos Estados se tornam, efetivamente, os principais construtores da região (*region-builders*), pois estes geralmente o fazem de forma a avançar suas prioridades estratégicas. » Traduction libre d'un extrait de : Abdenur A.E., Marcondes de Souza Neto D.(2014b.), « O Brasil e a cooperação em defesa: a construção de uma identidade regional no Atlântico Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n°57 (1), p. 7.

2. Élargissement de la sphère stratégique sécuritaire du Brésil

Historiquement, au Brésil, la thématique de la défense était peu associée à la politique étrangère. Selon Fuccille, Barreto et Gazzola, cela s'explique par, d'un côté, la primauté et l'autonomie dont jouissait la diplomatie depuis des décennies pour définir les orientations de la politique étrangère brésilienne et, de l'autre, du manque d'autonomie du pays en ce qui concerne sa propre sécurité extérieure, pour des raisons allant du retard militaire du pays au sentiment de vivre dans une région pacifique, en passant par la sécurité militaire offerte par les Américains pendant la guerre froide.¹¹⁹

Sous le gouvernement de Lula, certains éléments ont permis de rapprocher la politique de défense de la politique étrangère. Comme vu précédemment, sur le plan politique, ce changement résulte en grande partie du désir du gouvernement Lula de renforcer ses liens avec les pays africains. Du côté de la défense, la découverte en 2007 de réserves de pétrole et de gaz dans les couches de pré-sel a redynamisé l'intérêt pour l'espace maritime brésilien.¹²⁰ À cela s'ajoutent les réformes entamées au sein du gouvernement de F.H. Cardoso (1995-2002) – telles que la création du ministère de la Défense en 1999 – qui ont permis de briser l'isolement militaire et la prédominance traditionnelle du ministère des Affaires étrangères, mais également l'élaboration, sous Lula et Dilma Rousseff, de nouveaux documents politiques de haut niveau pour le secteur de la défense, permettant une réflexion plus approfondie sur la défense du pays et son importance pour la politique étrangère brésilienne.¹²¹ Sur le site internet du ministère des Affaires étrangères, il est ainsi stipulé que :

« Les politiques étrangères et de défense sont complémentaires et indissociables. Le maintien de la stabilité régionale et la construction d'un environnement international plus coopératif, d'un grand intérêt pour le Brésil, seront favorisés par l'action conjointe du ministère de la Défense et du ministère des Affaires étrangères (...). »¹²²

Sous Lula et Dilma Rousseff, ce rapprochement croissant entre la politique extérieure et la politique de défense se reflète principalement dans trois documents clés de la politique de sécurité brésilienne : la Politique nationale de défense (PND, approuvée initialement en 2005 et révisée en 2012), la Stratégie nationale de défense (END, approuvée en 2008) et le Livre blanc de la Défense nationale (approuvé en 2012).

La PND envisage la sécurité comme un concept large, incluant, entre autres, les champs politiques, militaires, économiques, psychosociaux, scientifico-technologiques, environnementaux.¹²³ En effet, l'END présuppose que la défense du pays est inséparable de son développement, qui en constitue son bouclier indispensable.¹²⁴ Assurer la défense du pays

¹¹⁹ Fuccille A., Barreto L., Gazzola A. (2016), « Diplomacia e Defesa no governo Lula da Silva (2003-2010): o diálogo tardio », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*.

¹²⁰ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2016), *op.cit.*, p. 1119.

¹²¹ Fuccille A., Barreto L., Gazzola A. (2016), « Diplomacia e Defesa no governo Lula da Silva (2003-2010): o diálogo tardio », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*.

¹²² « As políticas externa e de defesa são complementares e indissociáveis. A manutenção da estabilidade regional e a construção de um ambiente internacional mais cooperativo, de grande interesse para o Brasil, serão favorecidas pela ação conjunta do Ministério da Defesa e do Ministério das Relações Exteriores (...). » Traduction libre d'un extrait de : Ministère brésilien de la Défense (n.d.), « Política externa e Defesa ».

¹²³ Ministère brésilien de la Défense (2012a.), « Política Nacional de Defesa », p. 13.

¹²⁴ Ministère brésilien de la Défense (2008), « Estratégia Nacional de Defesa », p. 43.

reviendrait donc à garantir sa sécurité intérieure (sécurité publique, économiques, éducationnelle, etc.) tout autant qu'extérieure.¹²⁵

Selon Lima, en proposant ce binôme « sécurité-développement », l'END a ouvert la voie à une coopération interinstitutionnelle entre le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères.¹²⁶ S'est donc opéré un rapprochement entre la politique de défense et la politique extérieure, la PND étant, dans la version de 2012, alignée sur les « aspirations nationales et [les] orientations gouvernementales, en particulier [...] la politique étrangère brésilienne (...) »¹²⁷ et le Livre blanc de la Défense nationale (LBDN) stipulant que l'un des objectifs du ministère est d'« intensifier la projection du Brésil dans le concert des nations et son insertion accrue dans les processus décisionnels internationaux ».¹²⁸

À partir de 2007, ce rapprochement croissant entre les deux politiques se reflète également dans la stratégie adoptée envers l'Atlantique Sud. En effet, dans la PND et l'END, le Brésil a élargi sa sphère stratégique et y a inclus un espace au-delà de la région sud-américaine ; il y ajoute l'Atlantique Sud et les pays limitrophes d'Afrique (d'abord ceux d'Afrique australe dans la version de 2005¹²⁹, ensuite ceux de la côte d'Afrique de l'Ouest dans celle de 2012), ainsi que l'Antarctique et les pays d'Afrique.¹³⁰ L'END voit donc l'Atlantique Sud comme une région prioritaire dans le projet de réorganisation des forces armées brésiennes¹³¹ et prévoit, entre autres, une augmentation des dépenses militaires, avec un accent mis sur la protection des ressources naturelles dans l'Atlantique Sud. Dès lors, « la priorité [de la défense brésilienne] est de garantir les moyens permettant d'empêcher l'utilisation de la mer à toute concentration de forces ennemies s'approchant du Brésil par voie maritime. Le refus de l'utilisation de la mer à l'ennemi est ce qui, avant d'atteindre tout autre objectif stratégique, organise la stratégie de défense maritime du Brésil ».¹³² Dans le but de réduire les conflits dans l'environnement stratégique brésilien, l'END promeut le renforcement d'organismes régionaux, parmi lesquels se trouve la ZOPACAS.¹³³

Cette nouvelle affirmation du Brésil à l'égard de l'Atlantique Sud se reflétait non seulement dans l'actualisation des documents de doctrine militaire, mais également au sein de nombreuses

¹²⁵ Ministère brésilien de la Défense (2012a.), *op.cit.*, p. 8.

¹²⁶ Lima R. (2015), *op.cit.*, pp. 77-78.

¹²⁷ « A Política Nacional de Defesa interessa a todos os segmentos da sociedade brasileira. Baseada nos fundamentos, objetivos e princípios constitucionais, alinha-se às aspirações nacionais e às orientações governamentais, em particular à política externa brasileira (...) ». Traduction libre d'un extrait de : Ministère brésilien de la Défense (2012a.), *op.cit.*, p. 11.

¹²⁸ « Intensificar a projeção do Brasil no concerto das nações e sua maior inserção em processos decisórios internacionais ». Traduction libre d'un extrait de : Ministère brésilien de la Défense (2012b.), Livro Branco de Defesa Nacional, p. 24.

¹²⁹ Ministère brésilien de la Défense (2005), « Política Nacional de Defesa », p. 32.

¹³⁰ Ministère brésilien de la Défense (2012a.), *op.cit.*, p. 35.

¹³¹ Ministère brésilien de la Défense (2008), *op.cit.*, p. 124.

¹³² « A prioridade é assegurar os meios para negar o uso do mar a qualquer concentração de forças inimigas que se aproxime do Brasil por via marítima. A negação do uso do mar ao inimigo é a que organiza, antes de atendidos quaisquer outros objetivos estratégicos, a estratégia de defesa marítima do Brasil. » Traduction libre d'un extrait de : Ministère brésilien de la Défense (2008), p. 67.

¹³³ Ministère brésilien de la Défense (2008), *op.cit.*, p. 138.

initiatives gouvernementales menées sur le territoire brésilien.¹³⁴ La marine brésilienne a ainsi lancé une campagne de sensibilisation intitulée « Amazonie bleue » visant à établir un parallèle entre les eaux territoriales du Brésil – riches en ressources – et l’Amazonie « verte », mobilisant ainsi le soutien populaire pour les nouvelles initiatives dans l’Atlantique Sud.¹³⁵ Ces efforts ont également consisté à mettre en place un programme de modernisation de la technologie militaire de la marine et de renforcement du complexe industriel et militaire du pays, comprenant l’acquisition de navires et d’équipements auprès de pays tels que la France ou le Royaume-Uni.¹³⁶ Outre l’ambition d’accroître les capacités de surveillance des gisements de pré-sel, la décision d’investir considérablement dans le développement des capacités nucléaires a été un choix stratégique du gouvernement brésilien pour élever le statut du Brésil en tant que membre du groupe restreint de pays possédant cette technologie.¹³⁷

Pour accompagner ces initiatives, le gouvernement brésilien a également augmenté la part des fonds alloués à la Défense : à partir de 2006, ces fonds ont continué de croître à un rythme soutenu, pour arriver à une augmentation de 34 % au cours des deux dernières années de la présidence de Lula, soit un accroissement budgétaire de près de 15 milliards de réaux entre 2008 et 2010.¹³⁸ L’augmentation des budgets alloués à la défense s’explique par un accroissement des ressources du gouvernement, lié à une augmentation du PIB. Si, en termes relatifs, la part du PIB brésilien consacré à la Défense est restée stable (*voir illustration 13*) – voire a légèrement diminué durant cette période (passant de 1,5 % en 2003 à 1,4 % en 2017), les moyens alloués à la Défense ont, en termes absolus, suivi l’augmentation des capacités économiques du pays. Les moyens sont ainsi passés de 25,8 milliards de réaux en 2003 à 93,1 milliards en 2017 (*voir illustration 14*).

Le fait que les dépenses militaires aient augmenté aussi vite que le PIB traduit une importance plus grande du facteur militaire au Brésil. De nombreux historiens et analystes des relations internationales ont ainsi montré qu’au fur et à mesure que le PIB augmente, les pays tendent à accorder à la Défense une part moins importante de celui-ci.¹³⁹ En conséquence, certains analystes ont montré que, si les dépenses allouées à la Défense brésilienne restent stables et que la croissance de l’économie brésilienne se poursuit, l’écart militaire entre le Brésil et les pays de l’OTAN devrait continuer de se réduire, et permettre au pays « de redéfinir sa place stratégique dans le système international et de s’affirmer comme une grande puissance ».¹⁴⁰

Toutefois, comme vu précédemment, les effets de la crise économique internationale sur l’économie brésilienne ont par la suite entraîné une réduction des dépenses publiques, affectant également le budget de la Défense (montrant les vulnérabilités de la sécurité du pays face aux oscillations de l’économie internationale). Malgré une diminution sous Dilma Rousseff, le

¹³⁴ Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2013b.), *Brazil’s Maritime Strategy in the South Atlantic: The Nexus Between Security and Resources* (Occasional Paper, n°161), Global Powers and Africa Programme, p. 5.

¹³⁵ Abdenur A.E., Marcondes de Souza Neto D.(2014b.), p. 11.

¹³⁶ Coutant R. (2015), « A Influência do Pré-Sal na Política Externa Brasileira (2003-2014) », dissertation de *mestrado* (master) en relations internationales, sous la direction de Raquel Patricio, Institut Supérieur de Sciences Sociales et Politiques de Lisbonne, p. 34.

¹³⁷ Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2013a.), *op.cit.*, p. 2.

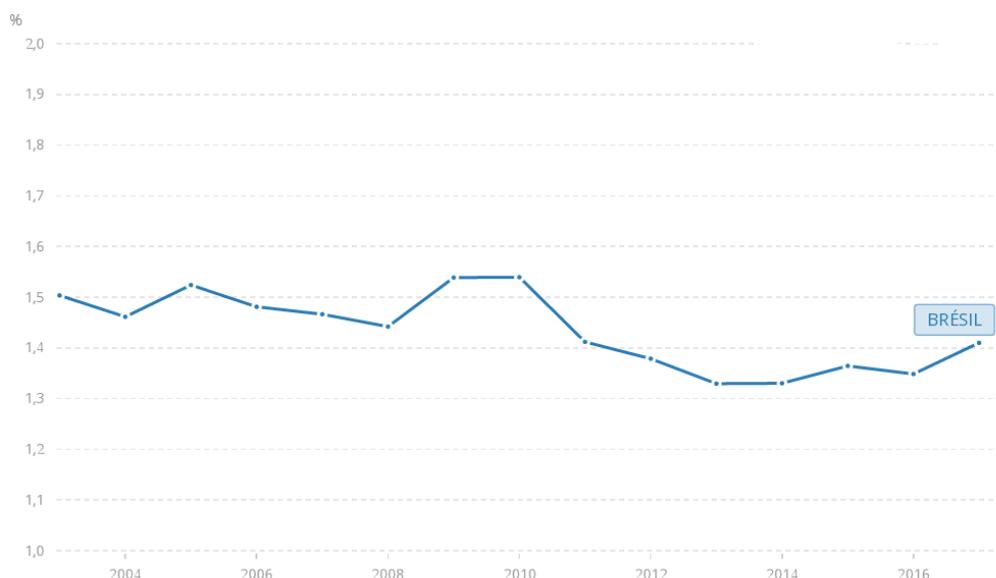
¹³⁸ Coutant R. (2015), *op.cit.*, p. 34.

¹³⁹ Kennedy P. (1991), *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Fayot, p. 495.

¹⁴⁰ Anquez M., Costa Rosa H. (2014), *Éléments de prospective au Brésil* (Note d’analyse n°5), Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) - Compagnie européenne d’intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, p. 11.

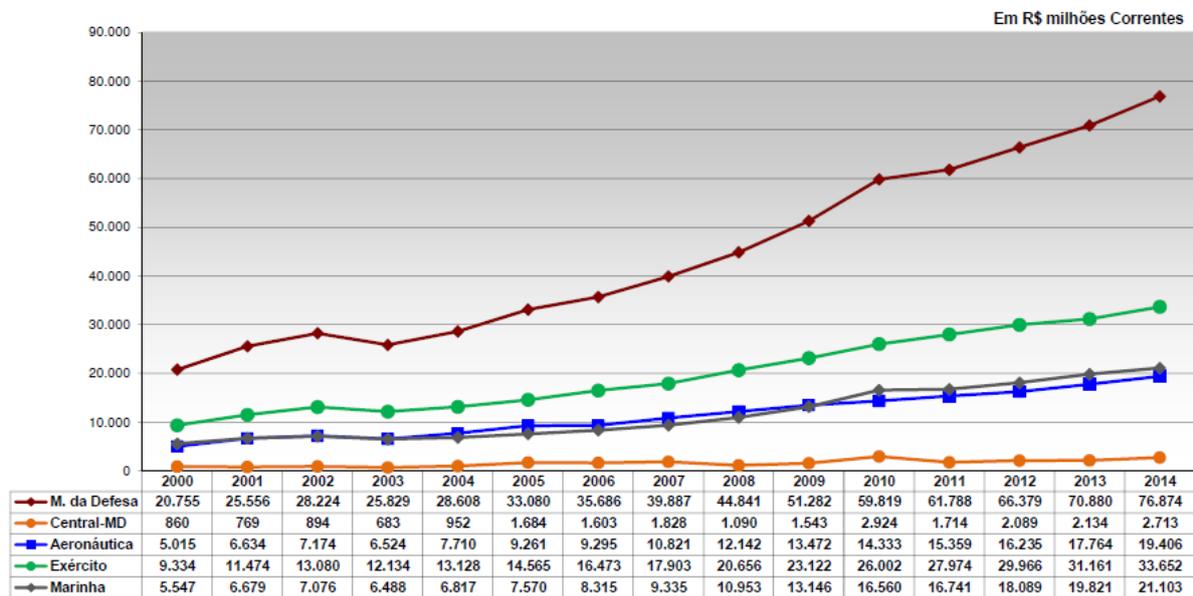
budget de la Défense est resté, en moyenne, supérieur à celui de la période antérieure à la découverte des gisements de pré-sel, ce qui montre que son gouvernement a continué de réserver une place importante à la défense du pays au sein de la politique brésilienne (voir illustration 14).

Illustration 13 : Évolution des dépenses militaires brésiennes en % du PIB



Source : Banque mondiale

Illustration 14 : Évolution du budget de la Défense brésilienne de 2000 à 2014 (en millions de réaux)¹⁴¹



Source : Ministère de la Défense

Ce rapprochement entre la politique étrangère et la politique de défense, l'actualisation de la sphère stratégique brésilienne, ainsi que l'augmentation du budget de la Défense en termes

¹⁴¹ Traduction du graphique (de haut en bas) : Ministère de la Défense ; Administration centrale du ministère de la Défense ; Aéronautique ; Armée de terre, Marine.

absolus ont mené à la mise en place d'une nouvelle politique de défense des ressources de l'Atlantique Sud en partenariat avec les pays de la côte-ouest d'Afrique. Comme nous le verrons aux sections suivantes, afin de protéger l'Atlantique Sud, le Brésil a opté pour la réactivation d'une communauté de sécurité sud-atlantique – la ZOPACAS – à travers une stratégie visant à promouvoir une idée partagée de « région » et « d'identité » sud-atlantique.

3. Le Brésil en tant que « region-builder » dans l'Atlantique Sud

Le point de vue avancé par le gouvernement de Lula était que l'agenda du Brésil serait mieux pris en compte par les grandes puissances si le pays parlait non seulement en son nom, mais également au nom d'autres pays, en particulier ceux du Sud global.¹⁴² Dès lors, le rôle central que le Brésil brigait au sein de sa sphère régionale était vu comme une plateforme essentielle pour que le pays renforce son positionnement à l'international.¹⁴³

Selon Burges, la stratégie régionale du Brésil en Amérique du Sud repose sur le consentement plutôt que sur la contrainte : « The imperative was not to subsume other regional states to Brazilian will, but instead to cycle the region-forming process through Brazil and position the country's propositions and prerogatives as the central unifying factor of a potential South American region ». ¹⁴⁴ Ainsi, sans se présenter comme un État agressif, le Brésil agirait sur la base d'une « hégémonie consensuelle », en lançant des initiatives et exerçant des pressions pour structurer les relations de voisinage et les organisations régionales de manière à servir ses propres intérêts.¹⁴⁵

Dans la section qui suit, l'Atlantique Sud est vu comme un prolongement de cette dynamique d'« hégémonie consensuelle ». Afin d'assouvir ses intérêts, le Brésil a cherché à réactiver une communauté sécuritaire dormante depuis les années 1990 : la Zone de paix et de sécurité dans l'Atlantique Sud.

3.1 Renaissance de la Zone de paix et de sécurité dans l'Atlantique Sud

Après une longue période d'inactivité, la Zone de paix et de sécurité dans l'Atlantique Sud est réactivée grâce aux efforts de renouvellement de la part de la présidence angolaise via l'Initiative Luanda (incorporée dans la résolution A/RES/61/294).¹⁴⁶ La Zone est alors renforcée et la VI^e réunion ministérielle de la ZOPACAS a lieu.

Dans le contexte de l'après-guerre froide, les pays membres de la Zone se sont davantage employés à renforcer leurs liens économiques et à assumer conjointement la responsabilité des problèmes dans l'espace maritime commun, afin d'éviter non seulement les interventions de puissances extérieures dans l'Atlantique Sud, mais également les menaces provenant d'acteurs non étatiques (tels que les narcotrafiquants ou pirates). Dans ce cadre, les Plans d'action

¹⁴² Entretien réalisé par l'auteure avec le Prof. Antonio Ramalho au siège de l'UNASUR à Quito, en date du 12 juin 2018.

¹⁴³ Saraiva M. (2010), « Brazilian foreign policy towards South America », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.53, p. 160.

¹⁴⁴ Burges, Sean (2008), « Consensual hegemony: theorizing Brazilian foreign policy after the cold war », *International Relations*, vol.22, n°65, p. 75.

¹⁴⁵ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2016), *loc.cit.*, p. 1118.

¹⁴⁶ Horing J., Weber L., Closs M. (2014), *loc.cit.*, p. 509.

adoptés à Luanda (2007)¹⁴⁷ et à Montevideo (2013)¹⁴⁸ réaffirment la nécessité d'une coopération entre les États appartenant à la région comme étant la meilleure façon de résoudre les problèmes dans l'Atlantique Sud. En ce qui concerne la coopération spécifiquement liée à la défense, les membres se sont accordés à développer les interactions entre leurs forces armées (en mettant en place des exercices conjoints, notamment¹⁴⁹), à promouvoir l'échange d'informations et de bonnes pratiques, à chercher des moyens pour renforcer les capacités navales et aériennes, à assurer la protection des lignes de communication maritime, et à mettre en œuvre des projets dans les domaines de la cartographie et de l'exploitation des fonds maritimes.

Au cours des premières étapes de la réactivation de la ZOPACAS, le Brésil a choisi de jouer un rôle secondaire. Selon Abdenur, Mattheis et Seabra, le Brésil aurait laissé l'Angola assumer la présidence en 2007 afin de pouvoir tester l'intérêt africain pour la Zone sans compromettre son profil public bâti au cours des premières années du gouvernement de Lula. De plus, en 2007, le Brésil était encore en train de reconceptualiser ses intérêts sécuritaires dans l'Atlantique Sud, son programme de défense étant toujours en cours de révision. Néanmoins, au fur et à mesure que le Brésil redéfinissait ses priorités dans sa sphère stratégique, l'utilité perçue de la ZOPACAS pour le pays a rapidement augmenté : en effet, la ZOPACAS constituait non seulement un cadre supplémentaire pour influencer la dynamique régionale, mais impliquait aussi une exclusivité du Sud, garantissant ainsi au Brésil un Atlantique Sud sans ingérence extérieure. Ainsi, après son indécision initiale, le Brésil s'est engagé plus amplement au sein de la ZOPACAS, cette dernière représentant un instrument pour faire avancer son propre agenda sécuritaire régional.¹⁵⁰ Comme précisé par un diplomate brésilien :

« Il y a certaines façons de faire les choses, [dont] nous ne voulons pas pour notre région. (...) Il existe des tendances à élargir les champs d'action qui, la plupart du temps, ne correspondent pas à ce que nous considérons être le meilleur et le plus constructif pour la région ». ¹⁵¹

Le Brésil s'est donc employé à participer plus activement et plus publiquement aux activités de la ZOPACAS. Cet activisme était visible notamment au travers du soutien logistique offert par le Brésil à ce forum. Par exemple, reconnaissant les contraintes logistiques et financières rencontrées par de nombreux membres, l'armée de l'air brésilienne a assuré le transport de plusieurs délégations africaines à Montevideo. En outre, le Brésil a veillé à ce que son réseau diplomatique en Afrique soit mis à la disposition des autorités uruguayennes pour faciliter les contacts préparatoires. Les autorités brésiliennes ont saisi l'occasion pour annoncer que l'Agence brésilienne de coopération créerait 122 places de formation dans les domaines identifiés par le plan d'action de Montevideo (tels que la préservation des ressources maritimes, la sécurité maritime, etc.) à l'intention des responsables de tous les membres de la ZOPACAS.

¹⁴⁷ Résolution 61/1019 de l'Assemblée générale sur le Plan d'action de Luanda – Déclaration finale de Luanda, A/RES/61/1019 du 7 août 2007.

¹⁴⁸ ZOPACAS (2013), « Déclaration de Montevideo ».

¹⁴⁹ Almeida E., Bernardino L. (2013), « A Comissão do Golfo da Guiné e a Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul. Organizações interzonais para a persecução da segurança marítima na Bacia Meridional Atlântica », *Revista Militar*, n°2532, p. 12.

¹⁵⁰ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2018), *op.cit.*, pp. 222-226.

¹⁵¹ « There are certain ways of doing things we don't want for our region. ... There are tendencies to expand ranges of action, which most of the times do not correspond to what we consider best and more constructive for the region ». Traduction libre d'un extrait de: Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2016), p. 24.

Plus tard en 2013, un atelier sur la recherche et le sauvetage en mer a été organisé au Brésil, qui a pris en charge l'ensemble des coûts de son organisation.¹⁵² Le Brésil a également commencé à participer activement à la préparation des déclarations fixant les objectifs, les aspirations et les orientations de la ZOPACAS.¹⁵³

Ainsi, en faisant usage de la ZOPACAS, le Brésil a su, par son activisme et son leadership, se positionner comme le principal interlocuteur sud-américain des États africains. Néanmoins, afin de faire renaître l'Atlantique Sud comme une priorité pour les pays bordant cet océan, la mise en place d'initiatives concrètes était nécessaire. Dès lors, comme dans plusieurs autres projets d'intégration dans lequel le pays est partie, face aux attentes d'autres États en ce sens, le Brésil a assumé le rôle de *paymaster* régional¹⁵⁴ et mis en place une série de programmes de coopération technique en matière de défense et de sécurité dans l'Atlantique Sud.

3.2 La coopération technique comme instrument de rapprochement politique

Afin d'intensifier davantage les liens créés avec les pays africains dans le cadre du forum ZOPACAS, le Brésil a étendu sa traditionnelle coopération Sud-Sud au domaine de la défense.

Le rapprochement qui s'est opéré entre le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères sous le gouvernement de Lula et Dilma Rousseff a également permis un rapprochement entre le ministère de la Défense et l'Agence brésilienne de coopération. La signature en 2010 de l'Accord de coopération technique dans le domaine de la défense représente ainsi le point de départ d'un partenariat entre les deux ministères, visant à mettre en place une meilleure coordination des projets de coopération technique dans le cadre de la coopération Sud-Sud.¹⁵⁵

Ainsi, après avoir réactivé la ZOPACAS en tant que bras politique de la stratégie de leadership brésilien dans l'Atlantique Sud, le Brésil a cherché à intensifier la coopération technique dans le domaine de la défense avec les pays de la côte ouest-africaine. De cette manière, selon Abdenur et Marcondes de Souza Neto, le Brésil s'est assuré de la diffusion de son approche sécuritaire et de la défense de ses intérêts dans l'Atlantique Sud en utilisant la coopération en matière de défense comme moyen de rassembler les pays membres de la ZOPACAS autour de préoccupations communes.¹⁵⁶

Les programmes de coopération technique dans l'Atlantique Sud englobent une grande partie des pays africains, ne se limitant pas aux pays lusophones, et sans tenir compte du type de régime du pays.¹⁵⁷ Ils se concentrent principalement autour de la défense maritime, incluant des exercices conjoints, des exportations, des entraînements et formations, des dons et le financement de produits de défense. L'empreinte du Brésil sur le continent africain s'est davantage accrue grâce à une série d'accords de coopération en matière de défense que le Brésil a signés entre 2003 et 2014 avec neuf pays (l'Angola, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau,

¹⁵² Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2018), *op.cit.*, p. 225.

¹⁵³ Cruzmerio M. (2017), *loc.cit.*, p. 25.

¹⁵⁴ Seabra P. (2016a.), *op.cit.*, p. 144.

¹⁵⁵ Ministère brésilien de la Défense (n.d.), « Cooperação internacional ».

¹⁵⁶ Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2014b.), *loc.cit.*, p. 18.

¹⁵⁷ Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2014a.), *op.cit.*, p. 12.

le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et l’Afrique du Sud), auxquels s’ajoute l’accord signé en 2016 avec le Cap-Vert.

Illustration 15 : Coopération brésilienne en matière de défense établie avec les pays d’Afrique (1994-2015)



Source : Ministère de la Défense (n.d.)

Dans le domaine du renforcement des capacités, l’Agence brésilienne de coopération organise une série de formations techniques et professionnelles destinées aux pays africains, comprenant des cours tels que « Gestion et planification de la zone côtière », « Criminalité transnationale », « Gestion durable de la pêche et de l’agriculture », ou encore « Organisation des services dans les actions de contrôle de la tuberculose »¹⁵⁸, mais également des formations pratiques (comme par exemple l’entraînement de l’infanterie de marine de Sao Tomé-et-Principe depuis 2014 au combat contre la piraterie venant du golfe de Guinée, notamment)¹⁵⁹, permettant ainsi un

¹⁵⁸ Agência Brasileira de Cooperação (2013), « Cooperação Técnica Brasileira. Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul. Calendário de Cursos ».

¹⁵⁹ Lopes R. (2016), « Missão Africa: Marinha do Brasil ajuda a formar 3ª turma de Fuzileiros Navais da Guarda Costeira de São Tomé e Príncipe », Marinha Brasileira.

échange d'expériences entre les États membres dans des domaines d'intérêt mutuel. L'accueil d'officiers africains dans des écoles brésiliennes est stimulé (ils sont 351 à avoir suivi une formation au Brésil entre 1999 et 2014 – voir *illustration 16*), avec une augmentation significative du volume des postes vacants offerts aux officiers africains entre 2007 et 2014 dans les différentes structures de l'armée brésilienne.¹⁶⁰ Dans l'autre sens, le volume d'échange est moindre : si, de 2003 à 2010, 768 militaires brésiliens de l'armée de terre ont suivi un cours ou un entraînement à l'étranger, seuls 12 d'entre eux les ont suivis en Afrique subsaharienne – voir *illustration 17*)¹⁶¹. Les experts brésiliens se rendent également dans les pays partenaires, comme entre 2008 et 2012, où quatre missions de sept experts brésiliens se sont rendues au Bénin pour former le personnel local du Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution.¹⁶²

Illustration 16 : Nombre de militaires africains ayant reçu une formation dans les écoles de l'armée de terre brésilienne (1999 – 2014)

MAN-DATO	ANO	PAÍS									TOTAL/ ANO	TOTAL	
		<i>África do Sul</i>	<i>Angola</i>	<i>Cabo Verde</i>	<i>Egito</i>	<i>Guiné Bissau</i>	<i>Moçambique</i>	<i>Namíbia</i>	<i>Nigéria</i>	<i>São Tomé e Príncipe</i>			<i>Senegal</i>
1999-2002	1999		15									15	24
	2000		9									9	
	2001											0	
	2002											0	
2003-2006	2003											0	20
	2004											0	
	2005		6	2				1	2			11	
	2006		6				3					9	
2007-2010	2007		7					1				8	116
	2008		30	4		4		1	4	1		44	
	2009		5				7		13			25	
	2010	3	2				5	28		1		39	
2011-2014	2011		22	2			9		1		1	35	191
	2012		28				14				1	43	
	2013		19				7		2		7	35	
	2014	4	19		1		12	24	2	8	8	78	

Source : Lima R. (2015), p.126.

¹⁶⁰ Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 125.

¹⁶¹ Santos C. (2014), *As ações do Exército Brasileiro em apoio à política externa brasileira voltada para a África subsaariana*, thèse doctorale en sciences militaires, sous la direction de Carlos Alberto Moutinho Vaz, Rio de Janeiro, Escola de Comando e Estado-Maior do Exército, p.121-122.

¹⁶² Seabra P. (2016a.), *op.cit.*, p. 118.

Illustration 17 : Nombre de militaires de l'armée de terre brésilienne ayant reçu une formation à l'étranger (2003 – 2009)

Année	Nombre de cours demandés	Destinations	Nombre de places sollicitées
2003	65	Etats Unis	25
		Europe	23
		Amérique du Sud	10
		Afrique Subsaharienne	01
		Autres pays	06
2004	60	Etats Unis	10
		Europe	25
		Amérique du Sud	19
		Afrique Subsaharienne	01
		Autres pays	10
2005	72	Etats Unis	14
		Europe	28
		Amérique du Sud	26
		Afrique Subsaharienne	-
		Autres pays	04
2006	84	Etats Unis	19
		Europe	29
		Amérique du Sud	26
		Afrique Subsaharienne	01
		Autres pays	09
2007	62	Etats Unis	14
		Europe	19
		Amérique du Sud	21
		Afrique Subsaharienne	01
		Autres pays	07
2008	79	Etats Unis	18
		Europe	25
		Amérique du Sud	22
		Afrique Subsaharienne	01
		Autres pays	13
2009	133	Etats Unis	32
		Europe	42
		Amérique du Sud	42
		Afrique Subsaharienne	02
		Autres pays	20
2010	203	Etats Unis	37
		Europe	57
		Amérique du Sud	78
		Afrique Subsaharienne	05
		Autres pays	26

Source : élaboré par l'auteure sur base de Santos C. (2014).

Le Brésil apporte une aide technique à plusieurs pays africains dans la constitution de leurs dossiers de demande d'extension de leur plateau continental. En effet, le pays a acquis une certaine expertise dans le domaine grâce aux nombreuses recherches menées pour soutenir sa propre demande en la matière auprès de l'ONU en 2004. Ainsi, des pays comme la Namibie, l'Angola, le Cap-Vert et le Mozambique demandent au Brésil de les assister dans leurs litiges et leurs propositions d'extension du plateau continental.¹⁶³ Grâce à son expertise en matière d'identification et de surveillance des ressources marines, le Brésil renforce sa capacité de maintenir la présence des puissances extrarégionales en dehors de l'Atlantique Sud¹⁶⁴ et, selon Abdenur et Marcondes de Souza Neto, de soutenir son processus de création d'une identité sud-atlantique en soulignant les liens existant entre les ressources océaniques et la souveraineté nationale.¹⁶⁵

¹⁶³ Oliveira N. (2016), « ZOPACAS – 30 anos e suas potencialidades no futuro », Defesanet.

¹⁶⁴ Mattos B., Matos F., Kenkel K. (2017), *loc.cit.*, p. 273

¹⁶⁵ Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2013a.), *op.cit.*, p. 2

La coopération brésilienne concerne également la vente d'armes et d'équipements militaires (dont certains sont assemblés sur le sol africain par un personnel local formé par la marine brésilienne).¹⁶⁶ Les pays d'Afrique du Nord sont d'importants destinataires d'armement brésilien, en particulier d'armes légères et de munitions (dont plus de 70 millions de dollars ont été exportés vers 28 pays africains entre 2000 et 2013). Les différents salons de vente d'armes offrent au Brésil une occasion importante d'approfondir sa coopération Sud-Sud avec l'Afrique, comme lors du salon Amérique latine Aérospatiale et défense en 2013, où le ministre brésilien de la Défense a rencontré 14 ministres ou vice-ministres de pays d'Afrique et d'Amérique latine en trois jours, confirmant l'influence que le Brésil a dans le domaine de la sécurité dans l'Atlantique Sud.¹⁶⁷ Concernant l'équipement militaire, le Brésil exporte plusieurs bateaux de patrouille de l'entreprise EMGEPRON, ainsi qu'une corvette à la Guinée équatoriale, et plusieurs avions militaires (dont des Super Tucano A-29) de l'entreprise EMBRAER.¹⁶⁸

Plusieurs pays africains sollicitent également l'installation d'entreprises brésiennes sur leurs territoires. Récemment, Odebrecht et Atech étaient en concurrence pour la construction d'une fabrique d'armes en Algérie, ce qui démontre la reconnaissance de l'expertise brésilienne (même si le projet n'a finalement pas abouti). Atech développe également des systèmes de surveillance pour le Sénégal et l'Angola¹⁶⁹. Le Brésil a également signé un accord pour aider l'Angola à réactiver, construire et structurer sa base industrielle de défense en 2013.¹⁷⁰

Parallèlement à ces efforts bilatéraux, le Brésil a investi dans le cadre d'accords multilatéraux (comme dans le cadre de la Communauté des pays de langue portugaise ou dans le cadre du Sommet Afrique-Amérique du Sud). En particulier, comme démontré au chapitre précédent, le Brésil s'est employé à limiter les activités des puissances extrarégionales et des acteurs non étatiques dans l'Atlantique Sud par la promotion accrue d'une stratégie de coopération régionale en sécurité, en cherchant à propulser la ZOPACAS au rang de principal forum appelé à traiter les questions sécuritaires dans cette région. Néanmoins, comme le rappelle Antônio Patriota (ministre brésilien des Affaires étrangères de 2011 à 2013) à la réunion ministérielle de la ZOPACAS à Montevideo, l'initiative ne se veut pas exclusive, dans la mesure où le soutien de la communauté internationale est souhaité pour mener à bien le processus de renforcement de l'entité et de ses actions dans divers domaines dans l'Atlantique Sud.¹⁷¹ Ainsi, le Brésil participe également à des exercices maritimes en partenariat avec des acteurs extrarégionaux, comme dans le cadre de l'exercice Obangame Express, mené avec les États-Unis et plusieurs pays africains et européens (le Brésil ayant pris part à ces exercices pour la première fois en 2014).¹⁷²

¹⁶⁶ Auteur inconnu (2014), « Navios-patrolha que Brasil fornecerá a Angola serão de 500 toneladas », Poder Naval.

¹⁶⁷ Santos I. (2015), « A influência militar e das indústrias brasileiras de armamentos na África », Instituto Portal Afro.

¹⁶⁸ Fellet J. (2013), « Contra pirataria, Brasil expande ação naval na África », *Folha de São Paulo*.

¹⁶⁹ *Ibidem*.

¹⁷⁰ Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 125.

¹⁷¹ Patriota A., *Texto-base do discurso do Ministro Antônio de Aguiar Patriota, na VII Reunião Ministerial da Zona de Paz e Cooperação do Atlântico SUL (ZOPACAS)*, Montevideo, 15 janvier 2013.

¹⁷² Almeida E., Bernardino L. (2013), *loc.cit.*, p. 12.

3.3 La construction discursive d'une identité sud-atlantique

- *Remarques théoriques préliminaires : l'emploi d'une stratégie discursive dans la construction régionale*

Au sein d'une région, le lien géographique, la différenciation d'une région par rapport à une autre ou les actions conjointes ne sont pas suffisants pour créer une région en soi : un discours agrégateur autour d'une identité commune est également nécessaire.

Dans le cadre d'une région à but sécuritaire, Neumann ainsi que Waever et Buzan accordent une importance au discours dans le processus de construction régional : alors que, pour le premier, le discours est responsable de la création et du maintien de l'existence d'une région, pour les seconds, le discours définit en partie ce qui constituera le problème de sécurité d'un pays, c'est-à-dire subjectivise le concept de sécurité en fonction de la façon dont les dirigeants classifient un sujet.¹⁷³ Waever et Buzan ajoutent que la sécurisation fonctionne comme un processus discursif dans lequel une compréhension intersubjective est formée au sein d'une communauté autour d'un certain élément (tel que le territoire, la souveraineté, les principes d'un groupe donné), celui-ci constituant une menace existentielle pour le groupe.¹⁷⁴

- *L'approche rhétorique du Brésil vis-à-vis de l'Atlantique Sud : de l'inclusion à l'exclusion*

La stratégie brésilienne de construction régionale est localisée au niveau national – au travers des différents actes posés par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Défense – et au niveau international – en diversifiant les relations bilatérales avec les pays de la côte ouest-africaine pour renforcer l'importance de la ZOPACAS. Cette stratégie est également accompagnée d'une action rhétorique ayant pour but de créer une identité collective commune, mobilisée par Lula et Dilma Rousseff (ainsi que leurs collaborateurs) dans le cadre des différentes rencontres avec les pays de l'Atlantique Sud.

Dans l'un de ses articles, Pinto¹⁷⁵ identifie trois étapes structurant les discours brésiliens prononcés dans le cadre du Sommet Amérique du Sud – Pays arabes (ASPA). Selon cet auteur, l'intention du Brésil était d'évoquer tout d'abord une dimension symbolique historique et culturelle, d'enchaîner ensuite en mobilisant les valeurs de la coopération Sud-Sud promues par le Brésil, avant de terminer en présentant les avantages qui découleraient des propositions évoquées. Selon Cruzmerino, cette même stratégie se retrouve dans les différents discours des représentants brésiliens à l'adresse des pays de la côte ouest-africaine.¹⁷⁶ Ainsi, les discours brésiliens commencent souvent en mettant l'accent sur les liens historiques et culturels qui unissent le Brésil aux pays africains, en mettant en évidence un passé et un présent qui les rassemblent, marqués par la colonisation, l'exploitation et les réformes économiques forcées – histoire d'autant plus partagée par le fait qu'aujourd'hui le Brésil compte la plus grande population noire en dehors de l'Afrique. Ce récit réaffirme donc que le Brésil et les pays africains sont les acteurs principaux d'une histoire commune. Comme l'affirme Dilma Rousseff lors de l'ouverture du débat général de la 69^e Assemblée générale des Nations Unies :

¹⁷³ Barbosa L. (2015), *op.cit.*, p. 195.

¹⁷⁴ Dantas de Amorim W., Chiozzo V. (2017), « Comunidade de segurança do Atlântico Sul: um subcomplexo regional de segurança? », *Revista da Escola de Guerra Naval*, v.23, n°1, p. 111.

¹⁷⁵ Carvalho Pinto V. (2015), « Ideational elements of Brazil's Arab strategy: An assessment (2002-2010) », *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies in Asia*, n°9, pp. 109-111.

¹⁷⁶ Cruzmerino, M. (2017), « Brasil en los mecanismos interregionales afro-suramericanos: difusión ideacional e influencia », *Cuadernos de Política Exterior Argentina (Nueva Época)*, n°126, p. 27.

« Pour le Brésil – qui a l’honneur et le privilège d’ouvrir ce débat –, c’est un grand plaisir de voir un fils de l’Afrique à la présidence de cette session de l’Assemblée générale. Nous, les Brésiliens, nous sommes liés par des liens historiques, culturels et amicaux au continent africain, dont la contribution a été et reste déterminante pour la construction de l’identité nationale de mon pays. »¹⁷⁷

Progressivement, à ce discours s’ajoute aussi celui de la « dette historique brésilienne envers l’Afrique » (faisant référence à la période de l’esclavage). Selon Raphael Lima, la perspective culturaliste a été remplacée afin que le Brésil puisse s’attribuer une part de la responsabilité du développement africain.¹⁷⁸ Comme l’affirme Lula lors de la session d’ouverture du Sommet Brésil-CEDEAO :

Je dis toujours que nous n’avons pas les moyens de payer, nous ne pouvons pas mesurer la dette historique que le Brésil a envers le continent africain. Nous n’en avons pas les moyens, ceux-ci n’existent pas ... parce que nous sommes débiteurs de notre façon d’être, nous sommes débiteurs de notre culture, nous sommes débiteurs de notre art, nous sommes débiteurs de notre couleur, du métissage du peuple brésilien.¹⁷⁹

Selon Abdenur, Mattheis et Seabra, ces idées auraient jeté les bases d’une identité commune dans l’Atlantique Sud : en rachetant un passé commun de souffrance et d’exploitation, la politique de Lula et de Dilma Rousseff était censée rapprocher le Brésil et l’Afrique et créer une identité commune.¹⁸⁰

Ensuite, l’idée d’une similarité dans la vulnérabilité des pays des deux marges de l’Atlantique est présentée.¹⁸¹ Cela aurait pour but d’instaurer une confiance mutuelle entre les pays de l’Atlantique Sud basée sur la conviction partagée que les défis face auxquels le Brésil est confronté (comme les menaces transfrontalières telles que le terrorisme, le trafic de drogue, la garantie de la souveraineté d’un État sur ses ressources naturelles, etc.) sont également partagés par les pays africains bordant l’Atlantique.¹⁸² Ainsi, malgré les asymétries existantes entre les différents membres, l’on chercherait un intérêt commun – celui du développement lié à la sécurité collective¹⁸³ – conférant une dimension symbolique à ces liens Sud-Sud.¹⁸⁴ Comme

¹⁷⁷ « Para o Brasil – que tem a honra e o privilégio de abrir este debate – é grande a satisfação de ver na Presidência desta Sessão da Assembleia Geral um filho da África. Os brasileiros, somos ligados por laços históricos, culturais e de amizade ao continente africano, cuja contribuição foi e é decisiva para a construção da identidade nacional de meu país. » Traduction libre d’un extrait de : Rousseff D., *Discurso proferido pela Presidenta da República, Dilma Rousseff, por ocasião da abertura do Debate de Alto Nível da 69ª Assembleia Geral das Nações Unidas (ONU) – Nova York, 24 de setembro de 2014*, New York, 24 septembre 2014.

¹⁷⁸ Lima R. (2015), *op.cit.*, p. 104.

¹⁷⁹ « Eu digo sempre que nós não temos como pagar, nós não temos como mensurar em dinheiro a dívida histórica que o Brasil tem com o continente africano. Não tem, não existe ... porque nós somos devedores do nosso jeito de ser, nós somos devedores da nossa cultura, nós somos devedores da nossa arte, nós somos devedores da nossa cor, da miscigenação do povo brasileiro. » Traduction libre d’un extrait de : Silva L., *Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, durante sessão de abertura da Cúpula Brasil-Comunidade Econômica dos Estados da África Ocidental (Cedeao)*, Île de Sal, 3 juillet 2010.

¹⁸⁰ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2016), *loc.cit.*, p. 1129.

¹⁸¹ Cruzmerino, M. (2017), *loc.cit.*, p. 26.

¹⁸² Dantas de Amorim W., Chiozzo V. (2017), *loc.cit.*, p. 100.

¹⁸³ Lima M. (2015), *op.cit.*, p. 32.

¹⁸⁴ Cruzmerio M. (2017), *loc.cit.*, p. 28.

l'affirme l'ancien ministre des Affaires étrangères, Antônio Patriota, lors d'un entretien au magazine Carta Capital :

« La vocation de notre région est celle du dialogue et de la compréhension, de la confiance mutuelle. C'est avec ces instruments que nous nous garderons du fléau de la guerre. C'est la façon la plus appropriée pour nous de former une “ zone de paix ”. »¹⁸⁵

Ce processus de construction de l'identité sud-américaine use également de pratiques d'exclusion fondées sur la notion d'existence de menaces de l'extérieur¹⁸⁶ puisque, selon Flemes, « l'existence d'une menace extérieure pour la communauté de sécurité potentielle constitue un lien unificateur pour stimuler le règlement pacifique des conflits ». ¹⁸⁷ Est alors créée une dualité du « nous » (pays du Sud faisant partie de la ZOPACAS) face aux « autres » (pays occidentaux développés) – l'identification de « l'autre » permettant au Brésil de légitimer sa position centrale au sein de la ZOPACAS et de réduire la méfiance des autres pays membres envers ses propres intentions dans la région.¹⁸⁸ Comme dit par l'ancien ministre de la Défense, Celso Amorim, lors de la VII^e réunion ministérielle de la ZOPACAS :

« Ces activités illicites peuvent attirer négativement dans notre région la présence d'interventions extérieures. Si nous ne traitons pas de la paix et de la sécurité dans l'Atlantique Sud, d'autres s'en chargeront. Et pas comme nous le souhaitons, c'est-à-dire avec le point de vue des pays en développement qui répudient toute attitude coloniale et néocoloniale. »¹⁸⁹

Outre son aspect rhétorique, ce processus de construction régionale a des conséquences concrètes dans l'Atlantique Sud. En effet, selon Abdenur et Marcondes de Souza Neto, même si le Brésil adopte un discours d'horizontalité et met en exergue des initiatives multilatérales, en promouvant la construction d'une région et d'une identité sud-atlantique, le pays s'assure une position centrale dans cet espace de confiance mutuelle, lui permettant d'y projeter son pouvoir et ses intérêts de façon légitime et consensuelle.¹⁹⁰ Le caractère régional de cette dynamique est essentiel, puisque le retrait des puissances extrarégionales garantit au Brésil une relation privilégiée avec les pays de la région, étant le pays de l'Atlantique Sud dont le poids international est le plus grand. En parvenant à rassembler les pays africains autour d'une identité sud-atlantique et en garantissant la sécurité des flux au sein de cet espace maritime, le Brésil s'assure que sa position hégémonique est perçue favorablement par les autres membres

¹⁸⁵ « A vocação de nossa região é a de diálogo e do entendimento, a da confiança recíproca. É com esses instrumentos que nos manteremos afastados do flagelo da guerra. Este é o sentido mais próprio de sermos uma “zona de paz” ». Traduction libre d'un extrait de : Patriota A., *Valores nacionais*, entretien pour la revue Carta Capital, 3 octobre 2012.

¹⁸⁶ Dantas de Amorim W., Chiozzo V., (2017), *loc.cit.*, p. 116.

¹⁸⁷ « A existência de uma ameaça externa à potencial comunidade de segurança opera como um vínculo unificador a estimular a regulação pacífica dos conflitos ». Traduction libre d'un extrait de : Flemes D. (2005), « Notas teóricas sobre a formação de uma comunidade de segurança entre a Argentina, o Brasil e o Chile », *Revista de Sociologia Política*, vol. 24, p. 228.

¹⁸⁸ Cruzmerio M. (2017), *loc.cit.*, p. 28.

¹⁸⁹ « Essas mesmas atividades ilícitas podem atrair, de maneira negativa para nossa área, a presença de intervenções externas. Se nós não nos ocuparmos da paz e segurança no Atlântico Sul, outros vão se ocupar. E não da maneira que nós desejamos: com a visão de países em desenvolvimento que repudiam qualquer atitude colonial e neocolonial. » Traduction libre d'un extrait de : Amorim C., *Intervenção do Ministro da Defesa, Celso Amorim, na VII Reunião Ministerial da Zona de Paz e Cooperação do Atlântico SUL (ZOPACAS)*, Montevideo, 16 janvier 2013.

¹⁹⁰ Abdenur A.E., Marcondes de Souza Neto D. (2014b.), *loc.cit.*, p. 18.

de la ZOPACAS¹⁹¹, mais, surtout, il voit sa pertinence et sa visibilité internationales renforcées à l'intérieur et à l'extérieur de sa région.

C. Les limites de la stratégie brésilienne dans l'Atlantique Sud

En 2014, et après seulement quelques années d'engagement actif, le Brésil avait réussi à se positionner en tant que partenaire important de la sécurité et la défense en Afrique, en promouvant l'image d'un partenaire émergent disposé à assumer sa part de responsabilité au niveau de la sécurité régionale et internationale. Son engagement dans la défense de l'Atlantique rencontre néanmoins quelques difficultés par la suite.

- *Les limites de la Zone de paix et de sécurité dans l'Atlantique Sud*

Alors qu'en 2007, la réactivation de la ZOPACAS comme principal forum traitant des sujets liés à la sécurité de l'Atlantique Sud présentait tous les atouts permettant aux pays membres d'assurer une sphère stratégique stable dans l'Atlantique Sud, l'on remarque que, dix ans après, l'action de la ZOPACAS est fortement limitée par son manque d'institutionnalisation et les capacités limitées de ses membres, en particulier de son principal *paymaster*.

Fonctionnant selon un mode de prise de décisions de type intergouvernemental, la ZOPACAS ne possède pas de siège principal, ni de secrétariat permanent, la tenue des différentes réunions ministérielles se basant sur un système de présidence tournante. Un tel fonctionnement peut s'expliquer par le fait que les États, surtout en Amérique du Sud, souhaitent préserver leur souveraineté étatique au détriment d'une intensification du processus institutionnel, suscitant une résistance à l'institutionnalisation supranationale et au partage centralisé du pouvoir. De plus, les déclarations et plans d'action rédigés dans le cadre des réunions ministérielles ont un caractère informel et peu contraignant, permettant aux États d'établir un réseau d'alliances de façon indépendante et avec différents acteurs.¹⁹² Dès lors, malgré la mise en place de ce forum de dialogue multilatéral, les États agissent généralement de manière individuelle, et proposent des recommandations en fonction de leurs propres intérêts.

La ZOPACAS demeure donc limitée d'un point de vue opérationnel puisque, en fondant les relations et actions principalement sur des accords bilatéraux, elle ne peut correctement faire face aux problèmes dans l'Atlantique Sud, ceux-ci exigeant une ample coordination multilatérale.¹⁹³ Dès lors, peu de programmes ou actions ont été, jusqu'à présent, développés directement pour assurer les compromis assumés durant les différentes réunions ministérielles. Dans les domaines de la sûreté maritime, de l'aviation et des ports (essentiels pour la croissance du commerce au sein de la ZOPACAS), peu d'initiatives ont été prises dans le sens de ce qui avait été proposé lors de la réunion de Montevideo. Autre secteur ayant également fait peu de progrès : la pêche, qui est grandement affectée par le manque de coopération entre les États, principalement en raison des effets néfastes sur les stocks de poissons causés par la surpêche pratiquée par certains États. À l'exception des différentes formations à la lutte contre la piraterie, le manque de coopération semble le plus criant dans le domaine de la lutte contre les actes illicites internationaux, où il semble qu'aucune initiative ne soit en cours de développement dans le cadre de cette zone.¹⁹⁴

¹⁹¹ Dantas de Amorim W., Chiozzo V. (2017), *loc.cit.*, p. 103.

¹⁹² Cruzmerino M. (2018), *loc.cit.*, p. 9.

¹⁹³ Mouzoni M. (2017), *loc.cit.*, p. 9.

¹⁹⁴ Caldas A. (2013), *loc.cit.*, pp. 23-24.

En établissant l'organisation tournante de chaque réunion, la ZOPACAS tente de promouvoir un sens d'inclusion et de parité entre ses membres. Cependant, cela entrave l'élaboration d'un agenda régional cohésif, car l'organisation dépend principalement de l'implication de ses États membres. La capacité d'organiser les réunions et d'y assister se heurte à plusieurs obstacles : en effet, de nombreux membres sont de petits pays avec un budget et un personnel très limité pour de tels événements, et l'organisation de la réunion ZOPACAS ne constitue pas nécessairement une priorité par rapport à d'autres engagements internationaux, d'autant plus que certains États accusent déjà, dans certains cas, d'importants retards de cotisation dans d'autres instances régionales (l'Union africaine, notamment).¹⁹⁵

En pratique, en l'absence d'une structure permanente et face aux difficultés émanant de la tenue de réunions régulières, l'ONU forme le contexte plus large dans lequel la ZOPACAS est imbriquée : un Comité permanent de la ZOPACAS rattaché à l'Assemblée générale des Nations Unies est chargé d'établir des contacts informels en marge des sessions annuelles de l'Assemblée, d'examiner les progrès réalisés dans les différentes activités, et de demander aux autres organes des Nations Unies de collaborer régulièrement à la mise en œuvre des différents plans d'action. Cependant, la coordination et l'interaction y sont assez lâches, et l'ONU ne fournit pas de ressources supplémentaires autres que la légitimité et les possibilités de coordination.¹⁹⁶ Comme le note Mouzoni, la visibilité de la ZOPACAS à l'échelon international est réduite, les différents organes des Nations Unies ne faisant, « dans leur majorité, presque jamais mention [de] la “ZOPACAS” comme ayant, elle-même en tant qu'organisation, fait l'objet de mesures spécifiques d'assistance, mais toujours implicitement en faisant passer des activités initiées dans un cadre global (...) comme étant des activités entreprises dans le cadre de leur assistance, non pas à la ZOPACAS, mais aux États membres de la zone ». Par exemple, la stratégie de sûreté maritime de l'Union européenne reconnaît les Nations Unies, l'OTAN ou encore l'Union africaine comme partenaires pour la réalisation de projets dans le domaine maritime mais pas la ZOPACAS, qui est pourtant actuellement la seule organisation existante en matière de coopération sécuritaire dans l'Atlantique Sud.¹⁹⁷ Quelques coopérations entre des organes de l'ONU et la ZOPACAS ont eu lieu, comme une réunion préparatoire en 2010 avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, mais cela reste exceptionnel.¹⁹⁸

Un certain nombre d'organisations (comme l'UNASUR ou la CEDEAO) partagent l'adhésion des États membres et les objectifs plus larges de la paix et de la coopération régionales de la ZOPACAS. Néanmoins, leurs relations avec la ZOPACAS semblent rester superficielles et la gouvernance maritime dans l'Atlantique Sud reste fragmentée (jusqu'à présent, aucun échange d'informations ou de ressources opérationnelles ne semble avoir été mis en place).¹⁹⁹

L'intégration dans la ZOPACAS est également rendue difficile par la pluralité d'intérêts liés aux questions économiques et de sécurité, de par les degrés divers de capacité militaire et de stabilité politique interne de ses membres, qui empêchent la construction d'un agenda régional cohésif. De plus, la ZOPACAS est marquée par une forte asymétrie de pouvoir, comme le rappelle le contre-amiral Antonio Ruy de Almeida Silva : « [d]ans l'Atlantique Sud

¹⁹⁵ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2018), *op.cit.*, p. 233.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 234.

¹⁹⁷ Mouzoni M. (2017), *op.cit.*, p. 11.

¹⁹⁸ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2010), « UNODC participa en la reunión preparatoria de la ZOPACAS en Brasília ».

¹⁹⁹ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2018), *op.cit.*, p. 225.

sud-américain, nous avons trois États (...) dotés d'une gouvernance institutionnelle, de marines limitées mais dotées de moyens organisés, et où les tensions entre États sont pratiquement inexistantes. (...) Dans les pays africains, en raison de l'héritage colonial, les frontières ont été adoptées de manière arbitraire, divisant les groupes ethniques. Il existe un problème de sécurité majeur dans ces pays, lié aux guerres civiles, à la violence interne et au crime organisé ». ²⁰⁰ Dès lors, la ZOPACAS est composée de peu de pays possédant des ressources militaires suffisamment développées pour gérer les défis de sécurité dans leurs eaux territoriales, et encore moins dans tout l'Atlantique Sud.

- *Le retrait du Brésil dans l'Atlantique Sud*

Toutefois, il semblerait que le principal défi auquel doit faire face l'instauration d'une communauté de sécurité stable et pérenne dans l'Atlantique Sud est l'incapacité actuelle de son principal *paymaster* d'assurer les coûts des dynamiques communes. Comme vu précédemment, les dernières années ont été marquées par des changements importants au Brésil qui ont eu un impact sur ses relations extérieures, en particulier en ce qui concerne son action dans les instances multilatérales et ses différentes pratiques de coopération. Dès lors, bien que le Brésil ait fortement soutenu la réactivation de la ZOPACAS et ait cherché à créer un sentiment d'appartenance au sein de ses membres, son discours n'est aujourd'hui plus en phase avec ses capacités réelles, le pays manquant de moyens matériels pour assurer la sécurité de la région. Par exemple, à la fin de 2014, le Brésil devait assurer l'organisation d'un deuxième séminaire sur les opérations de maintien de la paix, mais ce projet a dû être abandonné en raison des pressions budgétaires internes et de l'évolution des priorités politiques du pays. ²⁰¹

Quelques exemples donnés par Pedro Seabra permettent d'illustrer la non-durabilité du rôle du Brésil en tant qu'acteur pertinent dans le domaine de la coopération sécuritaire en Afrique. Le premier concerne le don du biréacteur d'entraînement brésilien T-27 Tucano au Mozambique annoncé en 2009, accompagné de la formation des équipes locales afin d'ouvrir un nouveau créneau pour l'achat ultérieur d'avions Embraer. Au vu des réductions prévisibles des programmes de rééquipement de l'armée brésilienne (en raison de la situation économique difficile dans laquelle se trouvait le pays), ce don a finalement été perçu comme pouvant avoir un impact négatif sur les capacités opérationnelles de l'armée de l'air brésilienne, et la transaction de ce qui était à l'origine un matériel militaire supplémentaire a été officiellement annulée en 2016. Le deuxième exemple concerne le projet de rééquipement de la marine angolaise, le plus gros contrat conclu à l'étranger avec l'industrie navale brésilienne ces dernières années. En 2014, à la suite d'un appel d'offres, le Brésil s'est engagé à construire sept navires de patrouille « Classe Macaé » (pour un coût estimé à 170 millions de dollars), et d'assurer la formation du personnel de la marine angolaise pour utiliser et entretenir les navires acquis. Néanmoins, en 2016, l'accord est rompu en raison du manque de capacité logistique des chantiers navals brésiliens pour respecter le calendrier de livraison convenu, l'Angola se tournant dès lors vers d'autres partenaires externes pour l'exécution de son projet. ²⁰² Ce retrait de la coopération technique brésilienne en Afrique – considéré comme un des piliers de

²⁰⁰ « Na área do Atlântico Sul Sul-Americano, temos três Estados (...) com governança de instituições, Marinhas limitadas, mas com meios organizados, e onde as tensões interestatais praticamente não existem. (...) Nos países da África, devido a herança colonial, fronteiras foram adotadas de formas arbitrárias, dividindo grupos étnicos. Há um grande problema de segurança naqueles países relacionado a guerras civis, violência interna, crimes organizados. » Traduction libre d'un extrait de : Oliveira N. (2016), « ZOPACAS – 30 anos e suas potencialidades no futuro », Defesanet.

²⁰¹ Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2016), *loc.cit.*, p. 1127.

²⁰² Seabra P. (2016b.), *op.cit.*, p. 4.

l'insertion brésilienne dans le continent – risque d'y compromettre la position du pays, sapant la réputation brésilienne gagnée dans les années précédentes, et ouvrant la voie à d'autres acteurs concurrents (tels que la Chine ou la Russie, présents également dans des domaines similaires à ceux dans lesquels le Brésil est actif).

IV. Conclusion

À partir de 2003, grâce à un contexte politique et économique favorable, la politique extérieure brésilienne a cherché à établir de nombreuses alliances avec les pays du Sud global. En créant de nouvelles opportunités économiques et de nouveaux partenariats politiques (notamment dans le cadre d'actions de coopération technique), le Brésil a utilisé les relations Sud-Sud pour soutenir son insertion internationale dans l'actuel contexte multipolaire. Dès lors, jusqu'en 2014, le Brésil a joui d'une présence internationale importante ainsi que d'une position de plus en plus forte dans les instances internationales, projetant ainsi son influence au-delà de sa sphère stratégique sud-américaine.

Les cycles économiques et politiques internationaux favorables ont permis au Brésil de renouer le dialogue avec l'Afrique. Lula a alors mené une vaste campagne de rapprochement visant à placer le continent à un niveau de priorité élevé dans les relations extérieures brésiennes. Grâce à la diplomatie active de Lula et aux importants investissements des entreprises brésiennes, le Brésil se positionne progressivement comme un acteur clé dans les diverses discussions concernant l'Afrique.

Les efforts du pays entrepris dans le domaine de la sécurité dans l'Atlantique Sud doivent également être compris dans le cadre de l'affirmation régionale et mondiale du Brésil. La découverte des vastes gisements de pré-sel dans l'Atlantique Sud et la perspective subséquente de pouvoir propulser le pays parmi les puissances mondiales, ainsi que la présence accrue de différents acteurs dans cet océan, a placé la protection de l'Atlantique Sud parmi les nouvelles priorités du pays au XXI^e siècle. Néanmoins, ne pouvant assurer la sécurité des eaux atlantiques seul, le Brésil s'est efforcé d'obtenir le soutien des pays ouest-africains par la construction d'une région et d'une identité sud-atlantique, basée sur la coopération et la confiance mutuelle avec les pays membres de la ZOPACAS, mais également par la désignation de ce qu'est la « menace » pour le groupe, à savoir la présence d'acteurs externes à la région sud-atlantique menaçant la souveraineté des pays membres dans leurs eaux territoriales.

La ZOPACAS a ouvert la voie à de nouvelles possibilités d'actions collectives et individuelles au Brésil qui, profitant de l'asymétrie existant entre les membres, a joué un rôle de premier plan dans ce forum. Les initiatives brésiennes dans l'Atlantique Sud représentent donc non seulement un effort visant à assurer la souveraineté du Brésil dans l'Atlantique Sud ainsi que la protection de ses ressources maritimes, mais également à positionner le pays comme un acteur incontournable dans le domaine de la sécurité internationale, renforçant ainsi la position qu'il brigue au titre de puissance mondiale.

Cependant, à partir de 2014, l'action du Brésil dans le domaine de la sécurité montre des signes de tension qui pèsent sur l'efficacité de ses projets de coopération à l'étranger et, plus largement, sur ses capacités en tant que partenaire clé dans ce domaine. Malgré l'importance toujours accordée à la défense du pays sous Dilma Rousseff, le ralentissement économique et les dissidences politiques internes au sein de sa coalition ont entravé l'attribution de moyens et soustrait le soutien politiques nécessaires à la poursuite de telles initiatives, ce qui a constitué un tournant dans la politique étrangère adoptée sous Lula et au niveau de l'engagement du pays dans les programmes de coopération Sud-Sud en matière de défense.

Avec le ralentissement global de la politique étrangère brésilienne, la volonté de projeter son rayonnement de l'autre côté de l'Atlantique a également commencé à s'éteindre. Ainsi, depuis la dernière réunion ministérielle à Montevideo en 2013, il semblerait que la ZOPACAS soit pour la deuxième fois plongée dans une période d'hibernation institutionnelle, en même temps que l'hibernation de la politique active du Brésil à l'international. Nous remarquons d'ailleurs que, alors qu'une réunion ministérielle était prévue pour 2015 au Cap-Vert, cette réunion fut

repoussée trois fois avant d'être différée *sine die*. En plus de sa faiblesse institutionnelle, la ZOPACAS semble avant tout dépendante des cycles économiques fluctuants du Brésil et de sa volonté politique interne, ce qui pourrait définitivement miner tout semblant d'unité prônée par les discours brésiliens et, à terme, mettre en péril le maintien même de l'activité de la ZOPACAS. Dès lors, à partir du moment où la disposition à assurer le maintien régulier de cette plateforme diminuait, il était prévisible que l'intérêt des différents États membres à participer aux activités de la Zone se réduirait progressivement et proportionnellement.

La stratégie brésilienne visant à instaurer un lien entre les membres de la ZOPACAS au travers de la création d'une appartenance à la région Atlantique Sud et d'une identité sud-atlantique commune aux États membres semble également se heurter à certaines difficultés. L'identité sud-atlantique des membres de la ZOPACAS telle que pensée par le Brésil se base surtout sur le positionnement de ses membres et de la Zone par rapport à la présence occidentale dans l'Atlantique Sud. Les conflits latents, tels que la présence d'États extrarégionaux, sont systématiquement abordés par la ZOPACAS dans des déclarations communes. Cependant, dans les faits, il semblerait que ces menaces et potentiels conflits semblent rester circonscrits au discours du Brésil et de la ZOPACAS, et qu'au lieu d'affecter les résultats pratiques, ils serviraient principalement au Brésil à rassembler plusieurs États autour de son projet sécuritaire dans l'Atlantique Sud. Au final, il semblerait que la ZOPACAS ait été pensée par le Brésil comme un mécanisme servant davantage à séparer l'Atlantique Sud de l'Atlantique Nord, qu'à intégrer le continent sud-américain et l'Afrique occidentale. Dès lors, au lieu de représenter une source de rapprochement, l'Atlantique Sud semble toujours être un élément séparant les pays sud-américains et africains, l'identité sud-atlantique tant promue par le Brésil au sein de la ZOPACAS étant toujours absente.

L'objectif brésilien de maintenir la présence d'acteurs extérieurs hors des limites de la région n'est également pas atteint : des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France maintiennent une présence militaire et continuent d'assurer la sécurité régionale contre des problèmes tels que le trafic de drogue ou la piraterie. La ZOPACAS et son principal promoteur – le Brésil – n'ont pas aujourd'hui la capacité de contrôler l'espace maritime ni de fournir des solutions aux problèmes qui s'y présentent ; les pays côtiers restent donc dans une situation très vulnérable et dépendante des grandes puissances. Les nombreux exercices contre la piraterie menés par des marines extrarégionales dans le golfe de Guinée en constituent un excellent exemple.

Toutefois, même s'il semble clair que le Brésil présente actuellement des difficultés à se positionner en Afrique, il serait inexact d'affirmer que ce continent a disparu de l'agenda politique brésilien. Le maintien de plusieurs projets de coopération technique avec les pays africains lusophones et la présence des entreprises brésiliennes dans de nombreux pays démontrent que le Brésil conserve sa présence sur ce continent. Néanmoins, le pays doit aujourd'hui redoubler d'efforts s'il souhaite préserver la place d'acteur pertinent qu'il avait précédemment acquise en Afrique.

Depuis 2017, le contexte politique et économique interne du Brésil se modifie. L'économie mondiale s'est renforcée à partir de 2016, et les principaux indicateurs conjoncturels de l'économie mondiale (tels que les indices JP Morgan et Ifo) atteignent même des niveaux historiquement élevés au début de l'année 2018. Ce dynamisme mondial bénéficie aux économies émergentes, qui profitent de la hausse de la demande et des prix des matières

premières.²⁰³ Dès lors, dans la foulée de la reprise économique mondiale, l'économie brésilienne reprend le chemin de la croissance, son PIB augmentant de 0,4 % au cours des trois premiers mois de 2018, et de 0,2 % au second trimestre. À cette amélioration de l'économie interne s'ajoute un nouveau scénario politique avec l'élection, en octobre 2018, de Jair Bolsonaro. Sous sa présidence, la politique extérieure du pays pourrait être assujettie à son agenda économique et servir d'instrument pour promouvoir la croissance par l'ouverture commerciale du pays.²⁰⁴ Des institutions telles que l'EMBRAPA (Entreprise brésilienne de recherche agricole) pourraient gagner en importance dans la mesure où elles participent fortement à l'expansion de l'agrobusiness brésilien sur le continent africain. Quant à l'Afrique, la fermeture de quelques ambassades brésiennes semble prévue, tout comme la diminution du nombre de bourses d'études octroyées à des étudiants africains.²⁰⁵

Bien qu'il soit encore tôt pour connaître la future politique extérieure du Brésil, certains spécialistes en relations internationales estiment que la perspective d'un changement radical soit peu probable.²⁰⁶ Après tout, contrairement à des puissances militaires et économiques telles que les États-Unis, le Brésil ne dispose actuellement pas d'instruments suffisants pour imposer sa propre volonté au niveau international.

²⁰³ Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (2018), « Tendances économiques », Analyses et prévisions conjoncturelles n°54, pp. 6-12.

²⁰⁴ Martins F. (2018), « Guinada radical de Bolsonaro na política externa vai ser contida pela realidade », *Gazeta do Povo*.

²⁰⁵ Niang A. (2018), *ibid.*

²⁰⁶ Martins F. (2018), *ibid.*

V. Recommandations

Malgré la présence de plusieurs États dans l'Atlantique Sud, l'insécurité dans cet océan – marquée par les actes illicites transnationaux, tels que l'augmentation du nombre de routes de narcotrafiants vers l'Europe ou encore l'intensification de la piraterie maritime dans le golfe de Guinée – démontre un certain « vide sécuritaire » dans la région, lié notamment à la faiblesse des structures étatiques des États côtiers et des différents dispositifs de surveillance mis en place. Face à cette situation, il semble nécessaire pour les pays ayant un intérêt dans la région d'œuvrer au renforcement de la seule institution à but sécuritaire déjà établie : la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS). Ainsi, renforcer la ZOPACAS en soutenant les institutions de ses membres (que ce soient les pouvoirs publics ou le secteur privé, tant africains que brésiliens) ne pourrait être que bénéfique pour tous puisque tant l'Europe que l'Afrique et le Brésil souhaitent protéger les flux commerciaux et les ressources naturelles dans l'Atlantique Sud.

Certes, les initiatives lancées par le Sud – telles que la ZOPACAS – font de plus en plus concurrence aux entreprises et pays occidentaux, mettant fin à leur monopole en matière de financement du développement international. Les pays africains choisissent de s'associer à des pays tels que le Brésil justement parce que ces acteurs semblent combler certains aspects non pris en charge par les partenariats traditionnels. Dès lors, ignorer les subtilités de cette dynamique Sud-Sud risque de s'avérer contre-productif si l'objectif des pays européens est de continuer à s'affirmer en tant qu'acteurs pertinents dans le développement africain.

Ainsi, dans un contexte où de plus en plus d'acteurs du Sud global sont présents dans l'Atlantique Sud, il convient aux pays européens d'actualiser leur stratégie sécuritaire maritime en agissant en partenariat avec ces nouveaux acteurs. Plutôt que d'être spectateurs d'une stratégie de défense pilotée par les acteurs du Sud, les pays européens ne devraient-ils pas devenir acteurs de cette dynamique et collaborer à la mise en place d'une gestion multilatérale de la sécurité dans l'Atlantique Sud ? Il est primordial de consulter systématiquement les plus importants acteurs de la région – en l'occurrence, le Brésil – afin d'établir un plan d'action global où le soutien des pays du Nord serait inclus de façon pertinente et efficace. Les pays européens ayant le plus d'intérêts dans cet océan – tels que la France ou le Royaume-Uni, qui ont d'ailleurs déjà conclu de nombreux accords militaires avec le Brésil – pourraient être porteurs de cette initiative et œuvrer à la mise en place des prémices d'une telle coopération Nord-Sud.

Dans le cas de l'Atlantique Sud, l'Europe doit pallier aux faiblesses des programmes mis en place par la ZOPACAS (au travers de prêts ou d'autres formes d'assistance). Par exemple, les pays européens pourraient agir dans le cadre d'activités liées directement à l'investissement touchant à l'économie maritime des pays côtiers (comme le développement du secteur privé, ou encore la croissance de l'emploi) ou à la sécurisation des ports africains, qui semblent, jusqu'ici, quelque peu délaissés par les différentes actions entreprises dans le cadre de la ZOPACAS, ou par les relations bilatérales entre le Brésil et le continent africain.

Un partenariat entre l'Union européenne et la ZOPACAS créerait un cadre idéal pour une meilleure coordination des nombreuses initiatives prises pour la protection des eaux et côtes de l'Atlantique Sud. De plus, en prenant une part active à la dynamique de la ZOPACAS, les pays européens se verraient octroyer un rôle consensuel au sein de la stratégie de sécurité et défense de l'Atlantique Sud (et cela à moindre coût, puisque l'action conjointe à court et à long terme réduit fortement les coûts engendrés par la duplication inutile de plusieurs actions décentralisées). Dès lors, plutôt que d'être un forum qui chercherait à repousser la présence des pays occidentaux, la ZOPACAS serait le centre de l'action conjointe et horizontale entre ses

24 États membres et les pays européens. Le résultat serait la mise en place d'un forum d'action réellement multilatéral, qui aurait les moyens de combattre efficacement la criminalité dans l'Atlantique Sud, ennemie de tous.

VI. Bibliographie

Monographies et ouvrages collectifs

Abdenur A. Marcondes de Souza Neto D. (2014a.), « O Atlântico Sul e a cooperação em defesa entre o Brasil e a África », dans Nasser R., De Moraes R., *O Brasil e a segurança no seu entorno estratégico. América do Sul e Atlantico Sul*, Brasilia, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 292 pages.

Abdenur A., Mattheis F., Seabra P., (2018) « Inter-regional multilateralism in the Global South: the zone of peace and cooperation in the South Atlantic », dans Aris S., Netkov A. et Wenger A., *Inter-Organizational Relations in International Security. Cooperation and Competition*, New York, Routledge, 290 pages.

Almeida Silva A.R. (2014), « O Atlântico Sul na Perspectiva de Segurança e da Defesa », dans Nasser R.M., De Moraes R.F., *O Brasil e a segurança no seu entorno estratégico. América do Sul e Atlantico Sul* (2014), Brasília, Instituto de Pesquisa Economica Aplicada, 292 pages.

Buzan B., Waever O. (2003), *Regions and powers: the structure of international security*. Cambridge, Cambridge University Press, 598 pages.

Filho J. (2016), *A Segurança do Atlantico Sul e as relações com a Africa*, Brasilia, FUNAG, 180 pages.

Kennedy P. (1991), *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Fayot, 726 pages.

Mattheis F., Godsater A. (2017), *Interregionalism across the Atlantic Space*, Berlin, Springer International Publishing, 176 pages.

Richardson J., Guedes A., Gorce X. et al (2012). *The Fractured Ocean: current challenges to maritime policy in the wider Atlantic*, Washington D.C., The German Marshall Fund of the United States, 175 pages.

Saraiva J. (2004), « África e Brasil: o Fórum de Fortaleza e o relançamento da política africana do Brasil no governo Lula » dans Coelho P. et Saraiva J., *Fórum Brasil-África: Política, Cooperação e Comércio*, Brasília, FUNAG, 307 pages.

Stuenkel O. (2013), « Brazil, South American Regionalism and Re-defining the ‘Atlantic Space’ », dans Kornegay F., Bohler-Muller N. *Laying the BRICS of a New Global Order: from Yekaterinburg 2009 to eThekweni 2013* (2013), Africa Institute of South Africa, 408 pages.

Puente C. (2010), « A Cooperação Técnica Horizontal Brasileira como Instrumento da Política Externa: A Evolução da Cooperação Técnica com Países em Desenvolvimento – CTPD – No Período 1995-2005 ». FUNAG, 340 pages.

Articles scientifiques

Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2014b.), « O Brasil e a cooperação em defesa: a construção de uma identidade regional no Atlantico Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n°57 (1), pp. 5-21.

Abdenur A., Mattheis F., Seabra P. (2016), « An ocean for the Global South: Brazil and the zone of peace and cooperation in the South Atlantic », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 29, Issue 3, pp. 1112-1131.

- Almeida E., Bernardino L. (2013), « A Comissão do Golfo da Guiné e a Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul. Organizações interzonais para a perseguição da segurança marítima na Bacia Meridional Atlântica », *Revista Militar*, n°2532, pp. 43-61.
- Almeida Silva A.R. (2017), « The enabling power of the oceans », *Contexto Internacional*, vol.39, n°2, pp.237-243.
- Arruda P., Tebaldi R., Osorio R. (2017), « A influência da cooperação Sul-Sul sobre outras formas de cooperação: o caso da colaboração do IPC-IG na elaboração de um programa de transferência de renda para Cabo Verde », *Revista Tempo do Mundo*, vol.3, n°2, pp. 263-287.
- Burges S. (2008), « Consensual hegemony: theorizing Brazilian foreign policy after the cold war », *International Relations*, vol.22, n°65, pp. 65–84.
- Carvalho J., Nunes R. (2016), « A Zopacas no context da geopolítica do Atlântico Sul: historia e desafios atuais », *Revista Perspectiva*, pp. 83-102.
- Carvalho Pinto V. (2015), « Ideational elements of Brazil's Arab strategy: An assessment (2002- 2010) », *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies in Asia*, n°9, pp. 100-120.
- Castro C. (2013), « La politique extérieure Sud-Sud du Brésil de l'après Lula. Quelle place pour l'Afrique ? », *Afrique contemporaine*, n°248, pp. 45-59.
- Cruzmerino, M. (2017), « Brasil en los mecanismos interregionales afro-suramericanos: difusión ideacional e influencia », *Cuadernos de Política Exterior Argentina (Nueva Época)*, n°126, pp. 21-31.
- Dantas de Amorim W., Chiozzo V. (2017), « Comunidade de segurança do Atlântico Sul: um subcomplexo regional de segurança? », *Revista da Escola de Guerra Naval*, v.23, n°1, pp. 99-130.
- Frazier D., Stewart-Ingersoll R. (2010), « Regional Powers and Security: A framework for understanding order within regional security complexes », *European Journal of International Relations*, vol. 16, n°4, p. 731-753.
- Flemes D. (2005), « Notas teóricas sobre a formação de uma comunidade de segurança entre a Argentina, o Brasil e o Chile », *Revista de Sociologia Política*, vol. 24, pp. 217-231.
- Fuccille A., Barreto L., Gazzola A. (2016), « Diplomacia e Defesa no governo Lula da Silva (2003-2010): o diálogo tardio », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], disponible sur : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/>.
- Hoffmann A.R., Marcondes D. (2017), « Maritime Regions and the South Atlantic », *Contexto Internacional*, vol.39, n°2, pp. 229-236.
- Horing J., Weber L., Closs M. (2014), « A presença de potências extrarregionais como ameaça a manutenção da zona de paz e cooperação », *UFRGS Model United Nations*, v.2, pp. 480-528.
- Lafargue F. (2008), « Le Brésil, une puissance africaine ? », *Afrique contemporaine*, n° 228, pp. 137-150.
- Leite A., Cavalcante T. (2016), « A cooperação brasileira para a África: da diplomacia presidencial de Lula da Silva à diplomacia comercial de Dilma Rousseff », *Brazilian Journal of International Relations*, vol.5 (2), pp. 343-370.
- Marcondes D., Mawdsley E. (2017), « South-South in retreat? The transitions from Lula to Rousseff to Temer and Brazilian development cooperation », *International Affairs*, n°93:3, pp. 681-699.

- Mattos B., Matos F., Kenkel K. (2017), « Brazilian Policy and the Creation of a Regional Security Complex in the South Atlantic: Pax Brasiliana? », *Contexto Intenacional*, vol 39, n°2, pp. 263-279.
- Neves M. (2013), « A China e a Índia no Atlântico Sul », *Relações Internacionais*, n°38, pp. 71-94.
- Neumann I. (1994), « A Region-building Approach to Northern Europe », *Review of International Studies*, n°20, pp. 53-74.
- Oliveira G. (2015), « Política Africana do Brasil: Mudança entre Lula e Dilma? », *Revista Conjuntura Austral*, vol.6, n°29, pp. 29-47.
- Patricio R. (2014), « Brasil: Política Externa e Geopolítica do Pré-Sal », *Nação e Defesa*, n°138, pp. 130-150.
- Pinto, V. (2015), « Ideational elements of Brazil's Arab strategy: An assessment (2002-2010) », *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies (in Asia)*, n°9, pp. 100-120.
- Rosso D., Pereira M., Deliberali D., et al. (2015), « Geoestratégia no Atlântico Sul: relações bilaterais Brasil-África do Sul na área de defesa », *Fronteira*, vol.14, n°27 et 28, pp. 7-31.
- Santander S. (2011), « La coopération brésilienne en Afrique », *Revue Défense Nationale*, n°738, pp. 37-44.
- Saraiva M. (2010), « Brazilian foreign policy towards South America », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.53, pp. 151-168.
- Sarr M. (n.d.), « La réélection de Dilma Rousseff : quelles conséquences sur la politique étrangère brésilienne ? », *Centre d'études interaméricaines*, 4 pages.
- Souza K.G., Martins L.R., Cavalcanti V.M, et al. (2009), « Recursos Não-Vivos da Plataforma Continental Brasileira e Áreas Oceânicas Adjacentes », *Gravel*, Edition spéciale, 86 pages.

Articles de presse

- Auteur inconnu (2019), « Le président Bolsonaro promet de “ rétablir l'ordre” au Brésil », *Le Point*, disponible sur : https://www.lepoint.fr/monde/bolsonaro-devient-president-le-bresil-basculer-dans-l-inconnu-01-01-2019-2282720_24.php, consulté le 01/01/2019.
- Chade J. (2017), « Brasil passa a ser 3° maior exportador de armas leves », *Estadão*, disponible sur : <https://economia.estadao.com.br/noticias/negocios,brasil-passa-a-ser-3-maior-exportador-de-armas-leve,70001993277>, consulté le 27/09/2018.
- Fellet J. (2013), « Contra pirataria, Brasil expande ação naval na África », *Folha de São Paulo*, disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/bbc/2013/05/1279510-contra-pirataria-brasil-expande-acao-naval-na-afrika.shtml>, consulté le 01/10/2018.
- Maltais A. (n.d.), « L'alliance de la Zopacas renait de ses cendres », *L'Aut Journal.*, disponible sur : <http://lautjournal.info/articles-mensuels/317/lalliance-de-la-zopacas-renait-de-ses-cendres>, consulté le 10/09/2018.
- Martins F. (2018), « Guinada radical de Bolsonaro na política externa vai ser contida pela realidade », *Gazeta do Povo*, disponible sur : <https://www.gazetadopovo.com.br/politica/republica/guinada-radical-de-bolsonaro-na-politica-externa-vai-ser-contida-pela-realidade-ea4tm1nqacnpzwmzxdwx3gw60/>, consulté le 12/11/2018.

Mello P. (2015), « Brasil recua e reduz projetos de cooperação e doações para a África », *Folha de São Paulo*, disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/mundo/2015/03/1606466-brasil-recua-e-reduz-projetos-de-cooperacao-e-doacoes-para-a-africa.shtml>.

Oualou L. (2009), « Selon Obama, Lula est l'homme politique le plus populaire du monde », *Mediapart*, disponible sur : <https://blogs.mediapart.fr/lamia-oualou/blog/020409/selon-obama-lula-est-lhomme-politique-le-plus-populaire-du-monde>, consulté le 19/10/2018.

Porto A. V. (2014), « Não economizem o Itamaraty », *Folha de São Paulo*, disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/mundo/201790-nao-economizem-o-itamaraty.shtml>, consulté le 14/10/2018.

Trevizan K. (2017), « Brasil enfrenta pior crise já registrada poucos anos após um boom econômico », *Globo*, disponible sur : <https://g1.globo.com/economia/noticia/brasil-enfrenta-pior-crise-ja-registrada-poucos-anos-apos-um-boom-economico.ghtml>, consulté le 12/10/2018.

Thèses et dissertations de *mestrado* (master)

Barbosa L. (2015), « A Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul (ZOPACAS: criação, projeção e dimensão político-estratégica », thèse en sciences économiques, sous la direction de Analúcia Danilevicz Pereira, Université Federale du Rio Grande do Sul, 195 pages.

Caldas A. (2013), « A ZOPACAS e o Brasil: o discurso e as práticas brasileiras na iniciativa de paz e cooperação do Atlantico Sul », thèse doctorale en relations internationales, sous la direction de José Flávio Sombra Saraiva, Université de Brasilia, 41 pages.

Costa C. (2015), « Cooperação Técnica Brasil-Africa no governo Dilma Rousseff – expansão ou retração? », dissertation de *mestrado* en relations internationales, sous la direction de Pio Penna Filho, Université de Brasilia, 25 pages.

Coutant R. (2015), « A Influência do Pré-Sal na Política Externa Brasileira (2003-2014) », dissertation de *mestrado* en relations internationales, sous la direction de Raquel Patricio, Institut Supérieur de Sciences Sociales et Politiques de Lisbonne, 64 pages.

Khanylile M. (2003), « South Africa's Security Relations with the Mercosur Countries », thèse doctorale en politique internationale, sous la direction de Mike Hough, Université de Pretoria, 281 pages.

Lima M. (2015), « Atlântico Sul: Ameaças e Cooperação », dissertation de *mestrado* en relations internationales, sous la direction de José Flávio Sombra Saraiva, Université de Brasilia, 35 pages.

Lima R. (2015), « A articulação entre política externa e política de defesa no Brasil: uma grande estratégia inconclusa », thèse doctorale en relations internationales, sous la direction de Samuel Alves Soares, Universidade Estadual Paulista Julio de Mesquita Filho, 259 pages.

Melo D. (2018), « Atuação da OTAN no Atlântico Sul », thèse de master en relations internationales, sous la Direction de Carlos Gustavo Poggio Teixeira, Université Pontificale Catholique de São Paulo, 192 pages.

Santos C. (2014), « As ações do Exército Brasileiro em apoio à política externa brasileira voltada para a África subsaariana », thèse doctorale en sciences militaires, sous la direction de Carlos Alberto Moutinho Vaz, Rio de Janeiro Escola de Comando e Estado-Maior do Exército, 162 pages.

Seabra P. (2016a.), « From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian-African defense cooperation in the South Atlantic (2003-2014) », thèse doctorale en sciences politiques, sous la direction de Andrés Malamud, Université de Lisbonne, 273 pages.

Silva K. (n.d), « A Pirataria no Atlântico Sul: Securitização e Cooperação », résumé de projet – Instituto de Relações Internacionais da Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro, disponible sur : http://www.puc-rio.br/pibic/relatorio_resumo2015/relatorios_pdf/ccs/IRI/IRI-Kayo%20Moura%20da%20Silva.pdf

Publications officielles :

Agência Brasileira de Cooperação (2013), « Cooperação Técnica Brasileira. Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul. », disponible sur : www.abc.gov.br/zopacas/Cursos.aspx.

Banque mondiale, Instituto de Pesquisa Economica Aplicada (n.d.), « Le Partenariat Afrique Brésil. Une Solidarité Interatlantique en Faveur de la Croissance », Banque mondiale, 14 pages, disponible sur : http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/africa-brazil-bridging-executive_summary-french.pdf, consulté le 10/10/2018.

IBGE (2018), « Estimativas da população residente no Brasil e unidades da Federação com data de referência em 1° de julho de 2018 », disponible sur : ftp://ftp.ibge.gov.br/Estimativas_de_Populacao/Estimativas_2018/estimativa_dou_2018_20181019.pdf, consulté le 22/10/2018.

IPEA (2006), « Comércio exterior – Africa em foco », disponible sur : http://www.ipea.gov.br/desafios/index.php?option=com_content&view=article&id=1011:reportagens-materias&Itemid=39, consulté le 18/10/2018.

IPEA (2015), « Cooperação técnica », disponible sur : http://www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/livros/livros/160915_livro_cobradi_2011_2013_cap01.pdf, consulté le 05/11/2018.

Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (2018), « Tendances économiques », Analyses et prévisions conjoncturelles n°54, 69 pages.

Ministère brésilien de la Défense (2005), « Política Nacional de Defesa », disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2004-2006/2005/Decreto/D5484.htm, consulté le 18/09/2018.

Ministère brésilien de la Défense (2008), « Estratégia Nacional de Defesa », disponible sur : <https://defesa.gov.br/estado-e-defesa/politica-nacional-de-defesa>, consulté le 18/09/2018.

Ministère brésilien de la Défense (2012), « Política Nacional de Defesa », disponible sur : <https://defesa.gov.br/estado-e-defesa/politica-nacional-de-defesa>, consulté le 17/09/2018.

Ministère brésilien de la Défense (2012), « Livro Branco da Defesa », disponible sur : <https://www.defesa.gov.br/arquivos/2012/mes07/lbdn.pdf>, consulté le 04/11/2018.

Ministère brésilien de la Défense (n.d.), « Cooperação internacional », disponible sur : <https://www.defesa.gov.br/relacoes-internacionais/cooperacao-internacional>, consulté le 05/11/2018.

Ministère brésilien de la Défense (n.d.), « Cooperação Brasil-África na Área de Defesa: Considerações sobre o Atlântico Sul, a ZOPACAS e o Caso de Angola », disponible sur : https://www.defesa.gov.br/arquivos/ensino_e_pesquisa/defesa_academia/cadn/artigos/xiv_cadn_cooperacao_brasil_africa_na_rea_de_defesa_consideracoes_sobre_o_atlantico_sul_a_zopacas_e_o_cas.pdf, consulté le 24/09/2018

Ministère brésilien de la Défense (n.d.), « Política externa e Defesa », disponible sur : <https://www.defesa.gov.br/relacoes-internacionais/politica-externa-e-defesa>, consulté le 21/10/2018.

Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão (2011), « Orçamento da União Exercício Financeiro 2012 », disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/Projetos/PLN/2011/.../MSG344-11-VolumeI.pdf; consulté le 05/11/2018.

Ministère brésilien des Relations extérieures (2010), « Entrevista do Ministro Celso Amorim à Folha de São Paulo, 15/11/2010 », disponible sur : <http://www.itamaraty.gov.br/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/ministro-das-relacoes-exteriores-entrevistas/8083-entrevista-da-2-celso-amorim-folha-de-sao-paulo-15-11-2010>, consulté le 19/10/2018.

Ministère brésilien des Relations extérieures (2011), « Balanço de política externa 2003-2010 », disponible sur : [https://13gov.planejamento.gov.br/textos/livro6/6.1 Política Externa.pdf](https://13gov.planejamento.gov.br/textos/livro6/6.1%20Politica%20Externa.pdf), consulté le 09/10/2018.

Ministère brésilien des Relations extérieures (n.d.), « Brazil's participation in the United Nations peacekeeping operations », *Itamaraty*, disponible sur : <http://www.itamaraty.gov.br/en/politica-externa/paz-e-seguranca-internacionais/6283-brazil-s-participation-in-the-united-nations-peacekeeping-operations>, consulté le 18/10/2018

Ministère brésilien des Relations extérieures (n.d.), « Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul », *Itamaraty*, disponible sur : <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/politica-externa/paz-e-seguranca-internacionais/151-zona-de-paz-e-cooperacao-do-atlantico-sul>, consulté le 13/10/2018.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2010), « UNODC participa en la reunión preparatoria de la ZOPACAS en Brasília », disponible sur : <http://www.unodc.org/lpo-brazil/es/frontpage/2010/12/07-unodc-participa-de-reuniao-preparatoria-da-zopacas-em-brasilia.html>, consulté le 03/10/2018.

Organisation des Nations Unies (2016), « Lutte contre la piraterie : le Conseil de sécurité engage les États du golfe de Guinée et leurs partenaires à actionner les mécanismes régionaux Nations Unies », disponible sur : <https://www.un.org/press/fr/2016/cs12236.doc.htm-0>, consulté le 29/09/2018.

Organisation des Nations Unies (2007), « Plan d'Action de Luanda – Déclaration Finale de Luanda », résolution A/RES/61/1019 de l'Assemblée générale du 7 août 2007.

ZOPACAS (2013), « Déclaration de Montevideo », disponible sur : <http://www.defesanet.com.br/geopolitica/noticia/9324/ZOPACAS---Declaracao-de-Montevideo->, consulté le 10/09/2018.

ZOPACAS (2013), « Plan d'action de Montevideo », disponible sur : <http://www.defesanet.com.br/geopolitica/noticia/9323/ZOPACAS---Plano-de-Acao-de-Montevideo->, consulté le 10/09/2018.

Policy briefs, occasional papers et working papers

Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2013a.), « Brazil in the South Atlantic: growing protagonism and unintended consequences », *Policy Brief*, May 2013, Norwegian Peacebuilding Resource Centre disponible sur : <https://pdfs.semanticscholar.org/607b/e3656072833e8cab598d9b03845a3d176a74.pdf>,

Abdenur A., Marcondes de Souza Neto D. (2013b.), *Brazil's Maritime Strategy in the South Atlantic: The Nexus Between Security and Resources* (Occasional Paper, n°161), Global Powers and Africa Programme –16 pages.

Anquez M., Costa Rosa H.(2014), *Éléments de prospective au Brésil* (Note d'analyse n°5), Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) - Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, disponible sur : <https://www.futuribles.com/fr/document/note-danalyse-n5-janvier-2014-elements-de-prospect/>

Bastos P., Hiratuka C. (2017), *A política econômica externa do governo Dilma Rousseff: comércio, cooperação e dependência* (Working Paper n°306), Instituto de Economia-UNICAMP, disponible sur : www.eco.unicamp.br/docprod/downarq.php?id=3535&tp=a

Cicalo A. (2012), *Brazil and its African Mirror. Discussing 'Black' Approximations in the South Atlantic* (Working Paper n°24), Research Network on Interdependent Inequalities in Latin America, disponible sur : http://www.desigualdades.net/Resources/Working_Paper/WP_24_Cicalo_ONLINE.pdf

Cruzmerino M. (2018), *Le phénomène interrégional dans le Global South: quel cadre conceptuel pour une réalité empirique plurielle ? Le cas du dialogue afro-sud-américain* (Working Paper n° 4), CEFIR, 16 pages, disponible sur : <https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/220533/1/Martine%20Colette%20CEFIR%20Working%20paper%204.pdf>

Milani C. (2014), *Brazil's South-South cooperation strategies: from foreign policy to public policy* (Occasional Paper n°179) African Institute of International Affairs - Global Powers and Africa Programme, disponible sur : https://www.africaportal.org/documents/11406/saia_sop_179_milani_20140311.pdf.

Mouzoni M. (2017), *Coopération contre la criminalité transnationale : Cas de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud – ZOPACAS* (Policy Brief PB-17/03), OCP Policy Center, disponible sur : <http://www.ocppc.ma/publications/coopération-contre-la-criminalité-transnationale-cas-de-la-zone-de-paix-et-de>

Seabra P. (2016b.), *Brazil as a Security Actor in Africa: Reckoning and Challenges Ahead* (Focus n°7), German Institute of Global and Area Studies, disponible sur : [https://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/51492/ssoar-2016-seabra-Brazil as a security actor.pdf?sequence=1](https://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/51492/ssoar-2016-seabra-Brazil%20as%20a%20security%20actor.pdf?sequence=1).

Séminaires et colloques

Gerken H. (2017), « Política Externa Brasileira para a Africa nos governos Lula », 29° *Simposio Nacional de Historia*, disponible sur : http://www.snh2017.anpuh.org/resources/anais/54/1502842145_ARQUIVO_TrabalhofinalANpuh2017HenriqueBrasil.pdf, consulté le 11/10/2018

Guedes A. B. (2016), « Cooperação Brasil-Africa em Defesa: para além das boas intenções », 9° *ENABED*, disponible sur : http://www.enabed2016.abedef.org/resources/anais/3/1466017366_ARQUIVO_ENABEDcoopbrasilafricadefesaalexguedesbrumpdfenviar.pdf, consulté le 17/10/2018

Matos P. (2016), « Cooperação Política entre Brasil com África do Sul e Nigéria durante o governo Lula », 10° *Encontro da Associação Brasileira de Ciência Política*, disponible sur :

<https://cienciapolitica.org.br/system/files/documentos/eventos/2017/04/cooperacao-politica-entre-brasil-e-paises-africanos-governo.pdf>, consulté le 18/10/2018

Oliveira L. (2013), « Geopolítica do Atlântico Sul na era do pré-sal: desafios e perspectivas para o planejamento da defesa da soberania das águas jurisdicionais brasileiras », 4^o *Encontro Nacional da Associação Brasileira de Relações Internacionais*, disponible sur : http://www.seminario2016.abri.org.br/resources/download/1381362801_ARQUIVO_GEOPOLITICADOATLANTICOSULNAERADOPRE-SAL-DESAFIOSEPERPECTIVASPARAOPLANEJAMENTODADEFESADASOBERANIADASAGUASJURISDICIONAISBRASILEIRAS-LucasKerr.pdf

Discours et déclarations officielles

Amorim C., *Intervenção do Ministro da Defesa, Celso Amorim, na VII Reunião Ministerial da Zona de Paz e Cooperação do Atlântico SUL (ZOPACAS)*, Montevideo, 16 janvier 2013.

Patriota A., *Texto-base do discurso do Ministro Antonio de Aguiar Patriota, na VII Reunião Ministerial da Zona de Paz e Cooperação do Atlântico SUL (ZOPACAS)*, Montevideo, 15 janvier 2013.

Patriota A., *Valores nacionais*, entretien pour la revue Carta Capital, 3 octobre 2012.

Rousseff D., *Discurso da Presidenta da República, Dilma Rousseff, por ocasião de abertura do Fórum de Boao – Boao*, Boa Boa, 15 avril 2011.

Rousseff D., *Discurso proferido pela Presidenta da República, Dilma Rousseff, por ocasião da abertura do Debate de Alto Nível da 69^a Assembleia Geral das Nações Unidas (ONU)*, New York, 24 septembre 2014.

Silva L., *Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, durante sessão de abertura da Cúpula Brasil-Comunidade Econômica dos Estados da África Ocidental (Cedeao)*, Île de Sal, 3 juillet 2010.

Entretien

Entretien réalisé par l’auteur avec le Professeur Antonio Ramalho au siège de l’UNASUR à Quito, en date du 12 juin 2018.

Sources internet

Auteur inconnu (2009), « Lula: a nova era do petróleo com exploração do pré-sal », Portal Vermelho, disponible sur : <http://www.vermelho.org.br/noticia/51963-1>, consulte le 12/10/2018

Auteur inconnu (2014), « Navios-patrolha que Brasil fornecerá a Angola serão de 500 toneladas », Poder Naval, disponible sur : <https://www.naval.com.br/blog/2014/09/06/navios-patrolha-que-brasil-fornecera-a-angola-serao-de-500-toneladas/>, consulté le 20/10/2018.

Corrêa F. (2013), « Defesa em Debate – Atlântico Sul: e se não for um projeto político só da ZOPACAS? », Defesanet, disponible sur : <http://www.defesanet.com.br/geopolitica/noticia/9566/Defesa-em-Debate---Atlantico-Sul--e-se-nao-for-um-projeto-politico-so-da-ZOPACAS-/>, consulté le 21/09/2018.

Conde P. (2017), « Les BIC : entre émergence et crise de croissance », Diploweb, disponible sur : <https://www.diploweb.com/Les-BIC-entre-emergence-et-crise.html>, consulté le 30/10/2018.

Global Firepower (2018), « 2018 Military Strength Ranking », Global Firepower, disponible sur : <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.asp>, consulté le 27/09/2018.

Infográficos (2018), « Evolução do PIB em 10 anos (2008-2017) », disponible sur : <https://infograficos.gazetadopovo.com.br/economia/evolucao-do-pib-em-10-anos-2008-2017/>, consulte le 16/10/2018.

Niang A. (2018), « Bolsonaro's victory is likely to see Brazil scale down Africa interests », The Conversation, disponible sur : <http://theconversation.com/bolsonaros-victory-is-likely-to-see-brazil-scale-down-africa-interests-105611>, consulté le 12/11/2018.

Oliveira N. (2016), « ZOPACAS – 30 anos e suas potencialidades no futuro », Defesanet, disponible sur : <http://www.defesanet.com.br/africa/noticia/23964/ZOPACAS---30-anos-e-suas-potencialidades-no-futuro-/>, consulté le 21/20/2018.

Santos I. (2015), « A influência militar e das industrias brasileiras de armamentos na África », Instituto Portal Afro, disponible sur : <http://www.portalafro.com.br/a-influencia-militar-e-da-industria-de-armas-brasilieras-na-africa/>, consulté le 11/11/18

Sil R. (2016), « Crise no Brasil: entenda as suas principais causas », Universidade São Judas, disponible sur : <http://blog.usjt.br/crise-no-brasil-entenda-as-suas-principais-causas/>, consulté le 14/10/2018.

Souza J. (2018), « A Plataforma Continental “Estendida, Externa, Jurídica ou Legal” do Brasil », Agência E&P Brasil, disponible sur : <https://epbr.com.br/a-plataforma-continental-estendida-externa-juridica-ou-legal-do-brasil/>, consulte le 01/11/2018.

Soares J. (2018), « Primeiras viagens internacionais de Bolsonaro serão a Chile, EUA e Israel », Extra Globo, disponible sur : <https://extra.globo.com/noticias/brasil/primeiras-viagens-internacionais-de-bolsonaro-serao-chile-eua-israel-23196442.html>, consulté le 12/11/2018.

Stuckert R. (2018), « Há 10 anos Lula anunciava exploração comercial do pré-sal », Partido dos Trabalhadores, disponible sur : <http://www.pt.org.br/ha-10-anos-lula-anunciava-exploracao-comercial-do-pre-sal/>, consulté le 18/11/2018.

The German Marshall Fund of the United States (2012), « The Fractured Ocean: current challenges to maritime policy in the wider Atlantic », disponible sur : <http://www.gmfus.org/publications/fractured-ocean-current-challenges-maritime-policy-wider-atlantic>, consulté le 02/10/2018.

World Shipping Council (2018), « Top 50 World Container Ports », World Shipping Council, disponible sur : <http://www.worldshipping.org/about-the-industry/global-trade/top-50-world-container-ports>, consulté le 19/09/2018.



Institut royal supérieur de défense
Centre d'études de sécurité et défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles